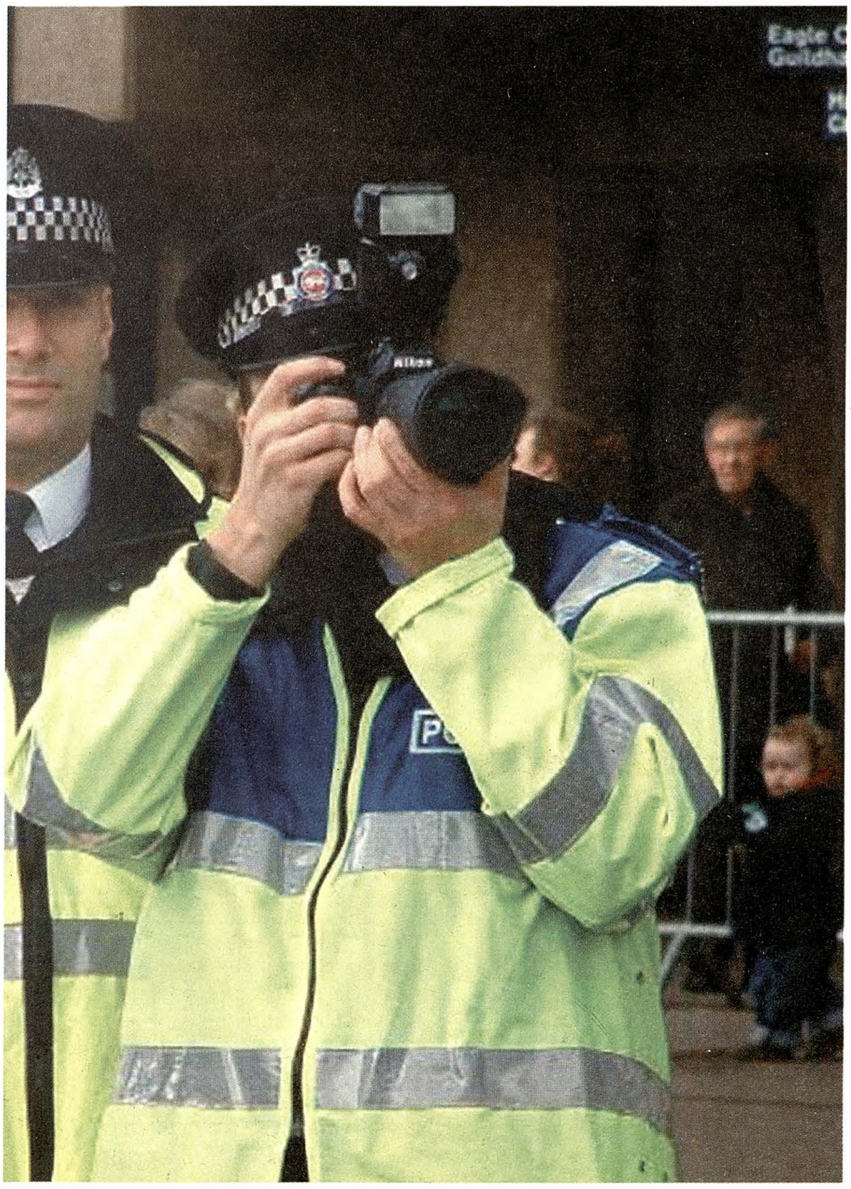
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Tous fichés tous suspects !



Les travaux forcés

page 11

La mascarade électorale

page 9 et 14

Vers une Afrique non-violente ?

page 16

M 02137 - 1465 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités, sont ceux qui croient à la réalité de leurs désirs. »
Slogan de mai 1968

hebdo n° 1465
du 15 au 21 février 2007

Abolition de la peine de mort, par J. Lesage de La Haye, *page 5*

L'autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Voter pour rien, par F. Roux, *page 7*

Pouget : rien n'a changé, par T. Feixa, *page 9*

Du travail à se flinguer, par Tsi-na-pah, *page 11*

Il n'est pas de **sauveur suprême,** par les relations extérieures, *page 14*

Total se restructure, par J.-P. Levaray, *page 15*

Vers une **Afrique** de la non-violence, par Kä Mana et Jean-Blaise Kenmogne, *page 16*

De l'importance de **bien dormir,** par Fred, *page 18*

Confusion cinématographique, par Mato-Topé, *page 19*

Surveillance totale, par N. Potkine, *page 20*

Grand prix « Ni dieu ni maître », par J.-M. Raynaud, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Ne souriez pas, vous êtes fichés !

Le monde du travail va mal, cela se voit tous les jours. Le 8 février, les fonctionnaires ont manifesté leur ras-le-bol face à la perte de leur pouvoir d'achat, à la précarisation de leurs emplois et à la dégradation de leurs conditions de travail. Mais les fonctionnaires ne sont pas les seuls concernés, l'Etat-patron n'est pas le seul à rogner sa masse salariale, cela est une tendance générale. Pour pouvoir améliorer leurs résultats, les dirigeants libéraux n'hésitent pas à sacrifier leurs employés, à leur faire supporter leurs erreurs de gestion et les fluctuations de la Bourse. Il n'est pas de semaine sans que nous apprenions des « plans sociaux » ou autres attaques contre les salariés. Airbus, à la suite des luttes de succession et des jeux de chaises musicales à la tête du groupe EADS ayant entraîné des erreurs de gestion, a vu son action malmenée à la Bourse l'année dernière, résultat : ce sont des milliers d'emplois qui vont disparaître chez l'avionneur et surtout chez ses sous-traitants. Alcatel et Lucent, après leur mariage, vont eux aussi, au terme de leur lune de miel, préparer les milliers de lettres de licenciement qui redonneront de la vigueur à leur cote sur le marché. Dans beaucoup d'entreprises les salaires restent bloqués, quand on ne demande pas aux salariés de travailler plus pour le même salaire. Face à cela, les salariés restent pratiquement sans défense. Les syndicats actuels, qui pour la plupart se sont convertis à la cogestion, gérant les tensions sociales afin qu'elles n'affectent pas l'exploitation des ressources humaines, ont oublié depuis longtemps ce qui motivait les fondateurs de leur mouvement, l'abolition du salariat et la révolution sociale. Même les bonimenteurs candidats à la chefferie de l'Etat ne se donnent plus la peine de dépeindre une société plus juste pour les travailleurs. Si tous se proposent d'améliorer le sort de ceux qui s'échinent à faire tourner l'économie au prix de leurs efforts et de leur santé, aucun ne remet en question l'exploitation de l'homme par l'homme que constitue le salariat. Travailler plus pour gagner plus, tel est le leitmotiv que les idéologues nous martèlent. Déjà on voit de plus en plus de travailleurs obligés de cumuler plusieurs emplois pour pouvoir boucler leur budget à la fin du mois. Nous ne progressons pas vers une société meilleure et plus juste, mais vers un monde où règne la loi du plus riche.

Maurice Rajsfus

LA FRANCE est devenue une démocratie sous haute surveillance. Sous très haute surveillance. Lequel d'entre nous, du militant actif au simple citoyen qui s'estime « innocent », pourrait affirmer qu'il n'est pas fiché, pour une raison ou pour une autre ?

Le fichage systématique des militants politiques n'est pas une nouveauté. Dès lors que les institutions ont estimé indispensable de criminaliser ceux qui avaient l'ambition de changer le monde, les fichiers ont commencé à se multiplier. Seul le pouvoir établi peut se permettre d'être subversif !

Dès la fin du XIXe siècle, et jusqu'à l'orée de la Première Guerre mondiale, les services de la Direction générale de la sûreté générale fichaient systématiquement les anarchistes, publiant même régulièrement la liste des plus « dangereux » d'entre eux. En mars 1894 était diffusé dans tous les commissariats l'état signalétique des anarchistes étrangers expulsés de France — et soupçonnés d'y revenir clandestinement. Ce document avait évidemment pour fonction de traquer aux frontières ceux d'entre eux qui se risqueraient à vouloir revenir au pays des droits de l'homme. Cette liste, que l'on peut consulter aux Archives de France, comprend 217 noms, dont quelques femmes déjà. Il est possible de consulter une fiche au nom d'Emma Goldman, en date du 24 février 1900, où sont consignés les renseignements suivants : « Actuellement en Amérique… Pendant son séjour en France, elle ne s'est livrée, ainsi que son amant, à aucun travail. Ses ressources sont ignorées. Cette femme a été signalée comme ayant reçu les souscriptions pour la défense de l'anarchiste Meunier, un des auteurs de l'explosion du restaurant Véry… »

Tous fichés. Tous potentiellement coupables !

Il est impossible de faire table rase de ce passé car les mauvaises habitudes policières se sont multipliées dans le même temps que la police se faisait de plus en plus « scientifique ». Au cours des années 1920 et 1930, ce sont les militants communistes qui ont le privilège de se voir fichés, en compagnie des anarchistes. Dès la fin de 1936, les combattants des Brigades internationales sont en première ligne dans cette volonté de surveiller étroitement les éléments subversifs. Les gendarmes prendront le relais pour les interner.

Sous l'occupation nazie, la police française — totalement aux ordres de la Gestapo — va faire montre de tout son talent pour procéder au fichage des Juifs. Ce qui préludait à la déportation de 76 000 Juifs étrangers et français.

Dès la Libération, les divers services de police n'allaient pas tarder à retrouver leurs mauvaises habitudes. Des polices parallèles comme le SAC ne se privant pas de ficher, illégalement, ceux des citoyens qui leur paraissaient suspects. Bien souvent en connivence avec la police nationale.

La tentation du fichage, sous la droite comme sous la gauche, va s'accélérer. Au début des années 80, c'est la mise en place du fichier des militants antinucléaires. En 1985, c'est la constitution du fichier automatisé des empreintes digitales (Faed) qui

contiendrait environ 2,5 millions de fiches. Bien plus, certainement.

Le fichier Stic. Constitué il y une quinzaine d'années, dans une parfaite illégalité, le fichier Stic (système de traitement des infractions constatées) n'a été légalisé qu'en 2001. Cet immense fichier contient pêle-mêle des noms de coupables de crimes ou d'infractions diverses, de suspects, de témoins, et même de victimes. Soit au 1er janvier 2006 environ 4,5 millions de personnes mises en cause dans une procédure et 22,5 millions de quidams fichés en tant que témoins ou victimes.

Le fichier Judex, de même nature, a été constitué par la gendarmerie. Illégal durant une vingtaine données, il n'a été légalisé qu'en 2006. Environ 3 millions de personnes sont concernées par ce fichier.

Le fichier ADN. Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg), créé en 1998 sous le gouvernement Jospin, par une loi Guigou, était initialement destiné aux auteurs de crimes sexuels. En 2001, dans sa loi Sécurité quotidienne, Daniel Vaillant élargit ce fichier aux « atteintes volontaires à la vie de la personne, aux actes de terrorisme, aux atteintes aux biens accompagnées de violence ». Déjà est prévue une peine de six mois de prison pour tout refus de se soumettre au prélèvement. En mars 2003, dans la loi Sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy, sont introduites les infractions les plus banales comme les simples vols, les tags, mais également les arrachages de cultures OGM. En 2004, la loi Perben II oblige toute personne condamnée à plus de dix ans de prison à fournir son ADN — le refus conduisant à ne plus bénéficier de réduction de peine.

Certains vont très loin dans cette volonté de fichage ADN, et le directeur central de la police judiciaire estime qu'il convient d'encourager le fichage génétique de toute la population, au prétexte que, même les innocents pourront, grâce au fichier Fnaeg, être lavés de tout soupçon en cas de suspicion. Actuellement, ce fichier ADN contient quelque 400000 « profils génétiques ».

Le fichier Eloi. Non contente de ficher les étrangers en situation irrégulière, la police a franchi une nouvelle étape dans le contrôle social. La création du fichier Eloi, en août 2006, a pour objet le fichage généralisé des personnes hébergeant un étranger assigné à résidence, ainsi que les visiteurs de ceux des étrangers placés en centre de rétention. Ce fichage du visiteur ayant pour finalité de réduire, voire de supprimer les visites du fait de la peur créée pour les amis ou les proches. Il en va de même du fichage des hébergeants solidaires, menacés de possibles poursuites pénales.

Un bémol, pourtant. Le 7 février 2007, le commissaire du gouvernement au Conseil d'État a requis l'annulation du fichier Eloi. Motif: le ministère de l'Intérieur avait omis de demander l'avis de la Cnil avant de créer ce fichier. Ce n'est que partie remise. Gageons que cette erreur sera bientôt rectifiée et soyons persuadés qu'Eloi va poursuivre, illégalement, sa traque répressive.

Toujours de nouveaux fichiers

Police et administrations diverses rivalisent de zèle pour ficher les citoyens. Un décret de 2005 sur le contrôle des chômeurs est accompagné d'un fichier approprié. Ce décret autorise les agents du ministère de l'Emploi à fouiller dans les dossiers fiscaux des chômeurs.

La suite n'est pas de nature à rendre optimiste. Prévue par la loi du 23 janvier 2006, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, une nouvelle forme de fichage, « à titre expémental », des passagers enregistrés dans le système de contrôle de départ des transporteurs aériens.

D'après *le Monde* du 25 octobre 2006, le gouvernement souhaite croiser les fichiers informatiques, avec — sans aucun doute — l'assentiment de la Cnil (Commission nationale del'informatique et des libertés).

Au-delà des multiples fichiers mis en place dans notre société, de plus en plus policière, il y a un certain nombre de fichiers illégaux dont tous ne sont pas réellement connus. Citons:

— le fichier des personnes nées à l'étranger, qui contiendrait environ 7 millions de noms ;

— le fichier alphabétique de renseignements (FAR), qui a pour vocation de « permettre aux militaires des unités opérationnelles d'acquérir une connaissance approfondie de leur population résidente, en particulier sur leur dangerosité ». Le FAR recense quelque 60 millions de fiches.

En 2007, la loi sur la prévention de la délinquance (LPD) prévoit la mise en place d'un fichier concernant les enfants scolarisés — de la maternelle à l'école primaire — mentionnant la nationalité et la situation maritale des parents; fichier en principe destiné aux maires et dont on ignore l'utilisation qui pourrait en être faite.

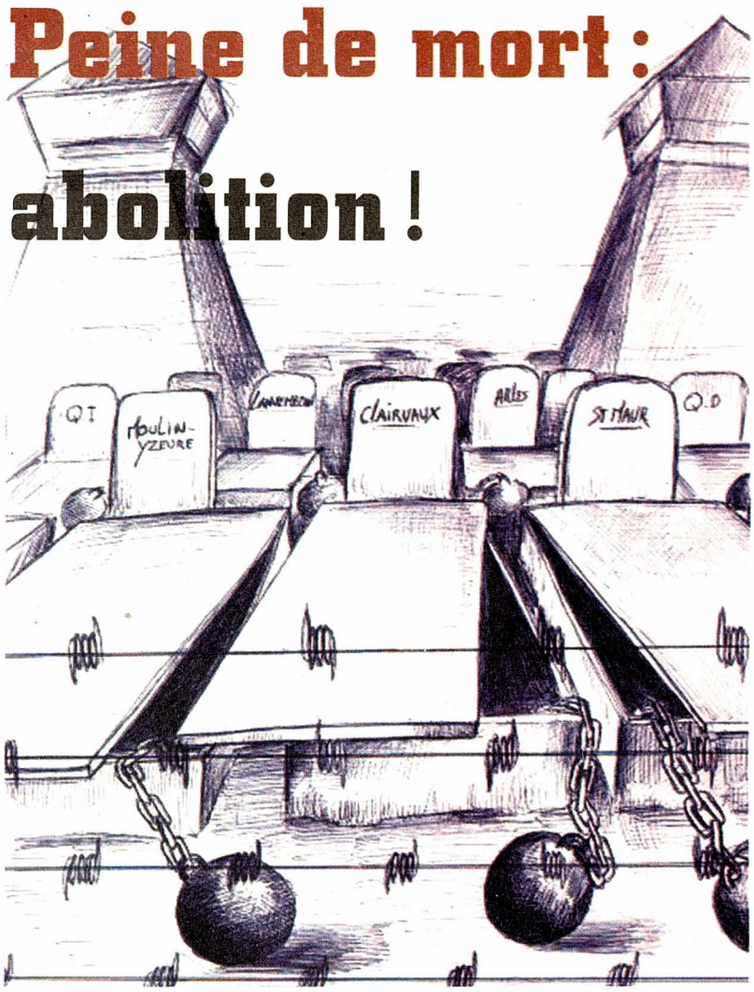
Toujours en 2007, création d'un fichier concernant les personnes ayant fait l'objet d'une hospitalisation psychiatrique d'office et qui seraient fichées durant les cinq années suivant leur sortie. Police et justice ayant accès à ce fichier. Au-delà de ces fichiers, plus ou moins légaux, nous ignorons le nombre et la qualité de nombreux fichiers clandestins.

Tous fichés, tous suspects. À brève échéance, il sera possible de dire: « Nous sommes tous bien connus des services de police... »

M. R.

N.B : Qui pourrait me faire oublier qu'en octobre 1940, à l'âge de douze ans, j'ai été fiché comme « Juif » par les soins de la police française — en compagnie de mes parents. Cela dans l'indifférence quasi générale. Ce fichage annonçant bientôt le port de l'étoile jaune et la déportation de la plupart de ceux qui en avaient été marqués.

Peine de mort : abolition !



Y EN A MARRE des indignations de ces bien-pensants, de ces beaux parleurs. Ont-ils oublié que la France, après avoir aboli la peine de mort en 1981, a fait réactiver par les magistrats les peines incompressibles existantes dans le Code pénal mais rarement infligées ?

Ont-ils oublié l'Appel des 10 de Clairvaux demandant, exigeant que leur soit appliquée la peine de mort car ils ne pouvaient plus supporter cette mort lente ? Ont-ils oublié les magistrats laxistes qui condamnent à des peines toujours plus longues ? Ont-ils oublié les suicides ? Ont-ils oublié la mort des détenus malades ? Ont-ils oublié les condamnés à perpétuité et leurs peines incompressibles de dix-huit, vingt et trente ans dont ils savent qu'ils les laisseront mourir ? Ont-ils oublié les grabataires, les vieux, les cancéreux, les aveugles, à qui ils refusent l'application de la loi Kouchner s'ils n'ont pas l'assurance de leur mort dans les trois mois qui suivront leur libération ? Ont-ils oublié qu'aux États-Unis les 3700 détenus dans les couloirs de la mort sont noirs et appartiennent à 80 % aux classes les plus défavorisées ? Ne savent-ils pas qu'aux États-Unis la peine de mort est déjà remplacée par des peines de vie sans espoir de sortir un jour vivant ? Ont-ils oublié qu'ils se sont tous félicités que ce soit la Chine qui accueille les Jeux olympiques de 2008, alors que sont exécutés des milliers de détenus chaque année ? Ont-ils oublié tous les nantis occidentaux qui vivent avec des cœurs, des foies, des reins prélevés sur ces mêmes détenus ? Ont-ils oublié la phrase de Ségolène Royal : « Nous n'avons pas de leçons à donner aux autres pays, quand on voit que la Chine a une justice plus rapide que la nôtre. » Elle aurait dit « expéditive » nous aurions pu avoir quelques secondes de respect. Qu'ils se taisent !

Agissez avec courage et détermination pour l'abolition de la peine de mort.

Pour l'abolition de toutes les peines incompressibles.

Pour l'abolition des peines supérieures à douze ans.

POUR L'ABOLITION DE LA PRISON.

Jacques Lesage de La Haye
émission Ras les murs sur Radio libertaire

Quand l'autruche éternue...

Qui parle dans mon dos...

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Anne de Fontelle, procureur de la République, qui lors du procès rappela que **« *Charlie-Hebdo* est un journal de tradition anarcho-libertaire ».** Bien qu'idiote à en rire, gageons que cette définition a dû faire rougir de honte le père Val, respectable notable de la sociale-démocratie.

Des libertaires, cette semaine, il en sortait de partout. Ainsi, Michel Onfray nous apprenait que José Bové aurait été **« élevé au lait de Bakounine. »** Il a pas dû le digérer, ou oublier de faire son rot.

Au moins José a-t-il commencé à présenter les grandes lignes de son programme et, question idées, ça part fort. La justice ? **« Je me marre, je me marre... »** Son projet de société ? **« Soyons fous, soyons fous... »** C'est comment déjà le nom de ce symptôme de dégénérescence mentale qui fait qu'on répète tout deux fois ? Ah oui, le psittacisme. Eh ben José, c'est pas gagné. Et ben José, c'est pas gagné...

Et Sarkozy, comment va-t-y ? Sur son bilan, l'homme est très clair. Durant les quatre années qu'il a passées à l'Intérieur **« il n'y a pas eu de problèmes... Enfin, il y a eu beaucoup de problèmes mais il n'y a pas eu de bavures, pas d'incident ».** Il n'y a même jamais eu d'émeutes, ni de gamins trouvant la mort dans un transformateur. Clichy-sous-Bois ? C'est où ça ? Y a jamais eu de Clichy-sous-Bois !

Par contre, au sujet du niveau de vie des Français et des fins de mois difficiles, Sarko est clair, a très nettement identifié les racines du mal : **« Le problème en France, c'est que les gens héritent trop tard. »** Bah oui, que voulez-vous, les vieux meurent de moins en moins jeunes...

Une autre qui visiblement a quelques problèmes à saisir la réalité qui l'entoure, c'est Emmanuelle Messéan, coprésidente des Chiennes de garde. Dans un dossier spécial Ségo paru dans *le Nouvel Obs* (treize pages, rien que ça !), elle déclare : **« Depuis Ségolène, terminé les insultes sexistes, on n'a même plus besoin de les combattre. »** Alors, mesdames, elle est pas belle la vie ? Plus loin, c'est l'inénarrable Fadela Amara, fondatrice de Ni putes ni soumises, qui y va de son petit coup de brosse : **« Plus les années passent, plus elle devient belle (*sic !*)... Un beau modèle pour les filles des quartiers. »** Mmoui... M'est avis que, pour les « filles des quartiers », entre Ségolène et Diam's, question modèle, y a pas photo... Au fait, un modèle pour quoi faire ?

Toujours dans le même dossier, on notera la sortie de Nadine Morano, députée UMP : **« Son côté « je suis belle, regardez-moi », ça bluffe quand on est caissière à Mammouth. Mais nous, on n'a pas le droit de jouer cette carte-là. »** On serait curieux de savoir qui se cache derrière ce « nous », rien que pour le plaisir d'aller lui foutre quelques baffes.

Un peu de poésie après le purin, voulez-vous ? Cécile Dufflot, secrétaire nationale des Verts, vient de prouver en une phrase que la délicatesse féminine reste d'actualité : **« Qui parle dans mon dos parle à mon cul. » Ah. C'est un proverbe chinois ?**

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Maigres espoirs pour les ex-Moulinex

597 plaignants réclament 3 années de salaire pour « licenciement sans cause réelle et sérieuse, non-respect des critères de licenciement et du plan social ». Ils reprochent aux administrateurs de Moulinex d'avoir licencié en bloc les salariés et de tenter de les recaser dans les usines reprises par SEB. L'association des ex-Moulinex estime que, sur 3250 licenciés, un tiers seulement a trouvé un emploi, un tiers a bénéficié d'une préretraite amiante ou d'une allocation chômeur âgé et un tiers vit de petits boulots, tandis que les femmes seules sont en très grande difficulté. En marge de la décision des prud'hommes, l'association attend le résultat des instructions ouvertes contre 7 dirigeants du groupe et 2 contrôleurs de gestion, mis en examen.

Dernières démarques à l'assemblée

Les élus UMP tentent d'introduire la fiducie (ou trust anglo-saxon, ou « anstalt »), pilier des paradis fiscaux. Cette vieille revendication des professions libérales et des entreprises permet de loger les dettes d'un groupe dans une filiale distincte, de créer une structure d'épargne salariale, ou de mettre de côté des fonds de dépollution de sites industriels. La proposition a été déposée par le sénateur libéral Philippe Marini à l'Assemblée. Le Medef a déjà réussi à écarter les actions de groupe en matière de consommation, les hot lines gratuites et il impose aujourd'hui les fiducies. Réaction un peu naïve de Montebourg du PS : « Le patronat fait vraiment l'ordre du jour de l'Assemblée. » Tu l'as dit bouffi !

Pendant l'hiver, la chasse aux pauvres reste ouverte !

L'association Sans Frontières de Paris a été alertée par les sans-papiers. Le 30 janvier, la police ratissait les couloirs du métro République : « Ce qu'il y avait de particulier, c'est que la rafle avait lieu au moment où les sans-papiers les plus démunis venaient chercher un ravitaillement aux Restos du cœur du quartier. Il y a quinze jours, la police s'est déployée sur la place. Les sans-papiers ne s'étaient pas approchés et les Restos du cœur n'avaient servi que 150 repas sur les 700 habituels, trois jours par semaine ; les distributions de repas deviennent un piège, le gouvernement cible, une fois de plus, les gens les plus pauvres, les plus démunis. »

Bienvenue à Ploërmel, ses vidéos, sa statue JPII

7 colleurs d'affiches de la Coordination bretonne indépendante et libertaire ont été retenus dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Ploërmel (Morbihan). Le maire, divers droite et proche du Fhaine, a offert à ses administrés une statue de Jean-Paul II de 9 mètres de haut et, « pour leur sécurité », de nombreuses caméras de vidéosurveillance (environ 350, selon nos renseignements), ce que dénoncent justement les affiches.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

Le Canard révèle que les élus communaux se sont augmentés de 42,5 % entre 2000 et 2003, selon les derniers chiffres. Au palmarès, ce qui rapporte le plus, dans le cadre du plafond fixé par la loi, ce sont les présidents et vice-présidents des regroupements de communes (+ 106 % d'augmentation en trois ans) ! Dans leur cas, la rallonge est calculée sur le coût réel de la vie et l'arnaque du passage à l'euro ?

Act Up s'invite au QG de Pierre Lellouche

Une quinzaine de militants et sympathisants d'Act-Up (dont deux Claaaaaasheux) ont occupé le local du proche de Sarkopen, dans le Xe arrondissement. Ils exigeaient de ce parti : « Un travail sérieux sur les dossiers de santé publique avant de faire des déclarations à l'emporte-pièce. Qu'il ouvre la CMU aux sans-papier.e.s, abandonne son projet de limitation du droit au logement opposable, aux seuls bénéficiaires d'une carte de résident et renonce à l'instauration d'une nouvelle franchise sur les actes médicaux. » Des tracts ont été distribués et des posters scotchés sur la vitrine. Lellouche, présent sur les lieux, a menacé de « péter la gueule » aux militants et de les assigner en justice pour « occupation illégale ». Le député les a également traités de « fascistes » ! Une heure après, elles et ils étaient embarqués, avant d'être libérés dans la soirée. Un nouveau procès pour Act-Up ?

Le Fhaine en voie de dédiabolisation ?

Selon l'*Humanité*, le Fhaine est un peut trop présent dans les médias. Pour la même semaine, Le Pen sur Europe 1, Golnisch chez Ockrent et sur France 2, « Marine La Peine » presque quotidiennement invitée sur toutes les chaînes, où elle martèle son discours sur la préférence nationale. Il semble que les militants fachos ont déserté les lieux publics et se sentent de plus en plus décontractés et en phase avec les médias.

Expulsions des sans-papier.e.s, RESF résiste

Dans le 18e à Paris, comme ailleurs en France, la mobilisation ne faiblit pas. Une marche a rassemblé un millier de personnes, toutes les écoles de l'arrondissement ayant appelé à faire grève. 12 ont fermé et 3 sont restées ouvertes, mais occupées. Cette nouvelle mobilisation de RESF fera-t-elle plier le ministère de l'Intérieur ? Dans bien des cas, elle a effectivement donné des résultats, comme le retour prévu de Suzilène Monteiro, une Cap-Verdienne de dix-huit ans, scolarisée à Colombes (Hauts-de-Seine), expulsée alors que sa mère vit en France en situation régulière avec son petit frère, et malgré la mobilisation de ses copains et de ses professeurs. La lutte continue !

Santé publique : la réalité de la politique UMP

Le ministre de la Santé et porte-parole de Sarkopen confirme dans *La Tribune* l'éventuelle instauration d'une « franchise annuelle des dépenses de santé » : les 100 premiers euros annuels dépensés par un patient ne donneraient pas droit au moindre remboursement, ni de la part de la Sécurité sociale, ni de la part des mutuelles complémentaires. La Sécu bientôt bénéficiaire, avec le libéralisme : tout est possible et c'est bien ce qui nous fait peur ! D'autre part, l'enquête annuelle CGT santé révèle la face cachée de l'assurance-maladie dont Xavier Bertrand se vante. 68 % des hôpitaux sont en déficit, contre un tiers officiellement, et utilisent comme recours les fonds de roulement, les emprunts, les plans économiques ou de redressement qui pèsent sur l'emploi et l'offre de soins. Environ 10000 postes ont été gelés ou supprimés et les emplois précaires y oscillent entre 13 % et 17 %.

Voter pour rien (ou presque)

« Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre. » Santayana

« Il faut voter car Hitler est arrivé au pouvoir par les élections », entend-on souvent affirmer par ceux qui veulent nous persuader de participer au carnaval électoral. L'argument serait de poids s'il ne reposait sur une falsification historique. Voyons comment Hitler devint chancelier avec moins d'un tiers des suffrages...

François Roux

Les dernières élections libres sous la République de Weimar, le 6 novembre 1932, donnèrent 33,1 % des suffrages exprimés au parti nazi (NSDAP), soit 26,7 % des inscrits. Trois mois plus tard, le 30 janvier 1933, le président Hindenburg appelait Hitler à la chancellerie en lui promettant les pleins pouvoirs.

Rien n'obligeait le maréchal von Hindenburg, monarchiste et grand propriétaire terrien, à confier les commandes de l'État allemand à celui qu'il appelait dédaigneusement « le caporal de Bohème ». Pourquoi lui accorder quand il était affaibli ce qu'on lui avait refusé quatre mois auparavant alors qu'il se trouvait en position de force? Le NSDAP venait en effet de perdre, le 6 novembre, plus de 2 millions de voix et 34 sièges de députés par rapport aux élections du 31 juillet, où il avait recueilli 37.4 % des suffrages exprimés (31,5 % des inscrits), le score le plus élevé jamais atteint par les hitlériens dans des élections libres. Désormais, le temps jouait contre les nazis. Les électeurs qui les avaient rejoints en juillet et leur avaient fait défaut en novembre ne reviendraient pas. Ils n'avaient pas voté NSDAP par conviction mais par rejet du « système » de Weimar. Voulant voir si Hitler au gouvernement tiendrait les promesses mirifiques de ses campagnes électorales – personne ne pensait alors qu'il mettrait en pratique ce qu'il avait écrit dix ans auparavant dans *Mein Kampf* – ils avaient été déçus que le Führer national-socialiste refuse la vice-présidence d'un gouvernement conservateur (Hitler exigeait la chancellerie, plus les pleins pouvoirs). Les militants « bruns », en permanence sur la brèche depuis trois ans, commençaient eux- ussi à se décourager; des tensions apparaissaient dans le parti et dans la SA où la contestation montait contre la stratégie électorale et le leadership même de Hitler. Beaucoup se demandaient s'il n'était pas au fond un velléitaire incapable d'assumer la responsabilité du pouvoir. Les financeurs des nazis, lassés de les subventionner à fonds perdus, reportaient leurs prébendes sur les partis conservateurs traditionnels qui soutenaient le gouvernement von Papen. Les caisses du NSDAP étaient à sec, incapables de subvenir aux énormes besoins du mouvement national-socialiste.

Plus inquiétant encore pour Hitler et ses comparses, l'économie mondiale donnait des signes de reprise, après trois ans d'une dépression qui avait plongé les classes populaires allemandes dans une misère noire. Or le succès électoral des nazis n'était venu qu'avec la crise et le chômage de masse. Marginalisé, réduit à 2,6 % des suffrages en 1928, le parti national-socialiste aurait continué à végéter si les conséquences du krach boursier déclenché le jeudi 24 octobre 1929 à Wall Street n'avaient entraîné l'économie allemande, endettée pour payer les réparations de guerre, dans une interminable récession. Mais, dès septembre 1932, les experts avaient annoncé la sortie du tunnel: dans quelques mois la reprise d'activité entraînant la baisse du chômage remettrait l'Allemagne sur la voie de la croissance.

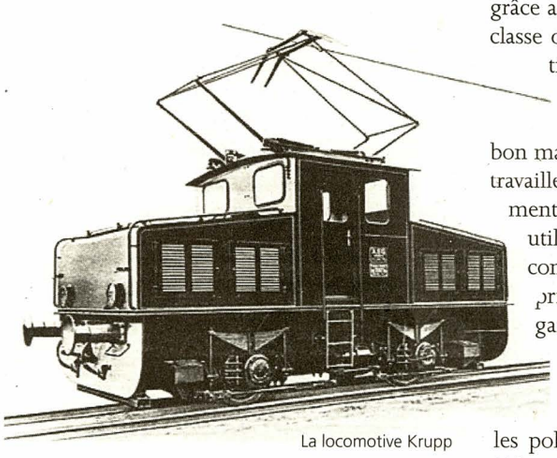
S'il était resté écarté du pouvoir encore six mois, le mouvement hitlérien, privé de son terreau, la crise, aurait explosé.

Le calcul cynique des conservateurs allemands

La prise de pouvoir de Hitler ne doit donc rien au vote et tout aux conservateurs allemands, antisémites, ennemis de la démocratie, bellicistes, qui l'ont délibérément hissé aux commandes de l'État par un calcul qu'ils croyaient machiavélique. Von Papen et la camarilla des hobereaux qui gouvernait le cerveau sénile du vieil Hindenburg ont pensé qu'un Hitler électoralement affaibli serait plus facile à contrôler. Pis: sachant fort bien que le mouvement nazi ne survivrait pas à la baisse du chômage, ils se sont hâtés de le mettre en selle pour qu'il détruise la république avant que la reprise économique ne la sauve. Persuadés qu'ils sau-

raient « encadrer » l'autodidacte inculte et l'évincer avec l'aide de l'armée une fois sa mission accomplie, ils comptaient s'appuyer sur la base populaire du NSDAP et sur la puissante SA pour se débarrasser des « marxistes » et de la démocratie parlementaire, avant de restaurer la monarchie.

Sitôt au pouvoir, Hitler obtint de Hindenburg de nouvelles élections au Reichstag car il avait besoin que les deux tiers des parlementaires lui votent les pleins pouvoirs. Cependant, malgré la terreur que faisaient régner les miliciens bruns, malgré le démantèlement du parti communiste après l'incendie du Reichstag, malgré les violences contre les candidats et les électeurs de gauche et du centre, malgré les fraudes, le NSDAP n'obtint même pas la majorité des voix [1]. Il fallut l'invalidation anticonstitutionnelle des députés communistes et un tour de passe-passe parlementaire mené avec la complicité des conservateurs et de Hindenburg pour que le Führer nazi obtienne enfin les pleins pouvoirs que lui avait refusés le peuple. La droite allemande venait de donner à Hitler les moyens de mettre en œuvre le programme de *Mein Kampf*. On connaît la suite.



La locomotive Krupp

Les bourgeois, plus malins que les nazis

Hitler n'a pas été élu. Von Papen l'a installé au pouvoir avec l'assentiment des militaires, contre la volonté de la majorité des allemands, et le Führer nazi s'est ensuite servi de la Constitution démocratique de Weimar pour détruire la démocratie. La montée en puissance du mouvement hitlérien dans l'opinion a été la conséquence de la crise économique, mais la dictature hitlérienne a résulté d'un choix délibéré des politiciens conservateurs au service de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens. La plupart des historiens réfutent la filiation entre le capitalisme et le nazisme au prétexte que, pour le dictateur nazi, l'économie n'était qu'un outil de la politique menée par l'État, et non l'inverse. C'est oublier que les représentants de la bourgeoisie ont offert le pouvoir à Hitler par calcul politique, pour préserver le capitalisme et leurs intérêts de classe. Qu'ils se soient en partie trompés sur ses intentions et ses capacités n'y change rien.

Le nazisme ne déçut pas les actionnaires et les dirigeants d'entreprise : l'écrasement de la menace marxiste, la suppression des syndicats ouvriers et de tous les droits des travailleurs, le plafonnement du salaire horaire et l'allongement du temps de travail, la mise en œuvre des grands programmes favorisant les groupes industriels, la possibilité de racheter à bas prix les affaires des concurrents juifs, toutes ces mesures conjuguées provoquèrent une hausse spectaculaire des profits. Entre 1932 et 1938, alors que le nombre des salariés avait augmenté avec la baisse du chômage, la part des salaires dans le revenu national avait régressé, de 56,9 % à 53,6 %. Dans le même temps, celle des revenus du capital était passée de 17,4 % à 27,6 %, soit une augmentation de 146 %, tandis que les prélèvements fiscaux sur les profits industriels avaient diminué. Les avantages pour la bourgeoisie d'affaires de la politique économique hitlérienne compensaient donc très largement les inconvénients de la bureaucratie et du dirigisme. Les grandes entreprises industrielles et leurs actionnaires réalisèrent des gains considérables d'abord grâce au servage que les nazis imposèrent à la classe ouvrière, puis dans le cadre de la politique de réarmement, ensuite en profitant du pillage des pays occupés, et enfin en exploitant la main-d'œuvre à bon marché constituée par les prisonniers, les travailleurs forcés et les déportés. On sait comment des firmes comme Krupp et IG Farben utilisaient la main d'œuvre des camps de concentration – IG Farben fournissait en prime le Zyklon B pour les chambres à gaz – et comment le camp d'Auschwitz était environné d'entreprises venues en profiter.

Après la guerre, les industriels et les politiciens conservateurs, plus malins en définitive que les nazis, réussirent à tirer leur épingle du jeu. À Nuremberg, quelques patrons furent condamnés à de légères peines de prison (1 à 8 ans), et von Papen, qui avait installé Hitler au pouvoir, fut acquitté, tout comme Schacht, ancien président de la Reichsbank sous Weimar, ministre de l'Économie de Hitler de 1933 à 1936, et responsable de l'organisation de l'économie de guerre qui permit au IIIe Reich de se lancer dans une guerre mondiale génocidaire.

Ni dupes ni soumis

Aujourd'hui, la bourgeoisie contrôle la démocratie représentative grâce à son emprise quasi totale sur l'économie et les médias, mais elle s'en est débarrassée sans hésiter dans le passé chaque fois qu'elle a senti ses intérêts menacés (Allemagne 1933, Espagne 1936, Chili 1973...) et elle recommencera si nécessaire. Peut-être le verra-t-on bientôt avec la crise environnementale qui se prépare. Pour l'instant, le capitalisme mondialisé ne veut pas entendre parler de remettre en cause la croissance responsable du désastre annoncé : le profit avant tout. Mais gare : lorsque la crise frappera, l'oligarchie mondiale ne reculera devant aucun moyen pour préserver sa domination de classe et faire supporter aux seuls travailleurs le poids de la reconversion économique imposée par le péril écologique. Si elle a besoin pour cela d'instaurer un système totalitaire, elle ne nous demandera pas plus notre avis que la bourgeoisie allemande ne l'a demandé aux Allemands lorsqu'elle a offert le pouvoir absolu à Hitler, en 1933.

Non seulement les élections ne permettront jamais de renverser l'ordre établi mais, en entretenant cette illusion, elles détournent les électeurs du seul combat qui vaille : prendre son destin en main pour préparer la révolution.

Mais foin du dogme abstentionniste ! Le bulletin de vote reste un moyen parmi d'autres de se faire entendre, ni plus ni moins. Les ouvriers allemands ont su l'utiliser en 1934 lors des élections professionnelles organisées par le régime nazi, dont les résultats furent si catastrophiques qu'il n'osa même pas les proclamer. En mai 2005, avoir mis en minorité l'ensemble des « partis de gouvernement » en votant « non » à la Constitution européenne n'était pas non plus sans intérêt. Enfin, que le maire de mon village soit un type intègre et sympathique plutôt qu'un notable corrompu ne peut me laisser indifférent. Les anarchistes ont d'ailleurs su ne pas appeler à l'abstention lorsque cela avait du sens. Ainsi la CNT espagnole en février 1936. Mais nous n'oublions pas que, quelques mois plus tard, l'armée fasciste montait à l'assaut de la république.

F. R.

1. L'élection des députés sous Weimar se faisait à la stricte proportionnelle, avec un quota de voix par siège, et le nombre d'élus variait donc en fonction des suffrages exprimés.

Hitler with Archbishop Cesare Orsenigo, the papal nuncio in Berlin

Eh bien non, Monsieur Pouget,

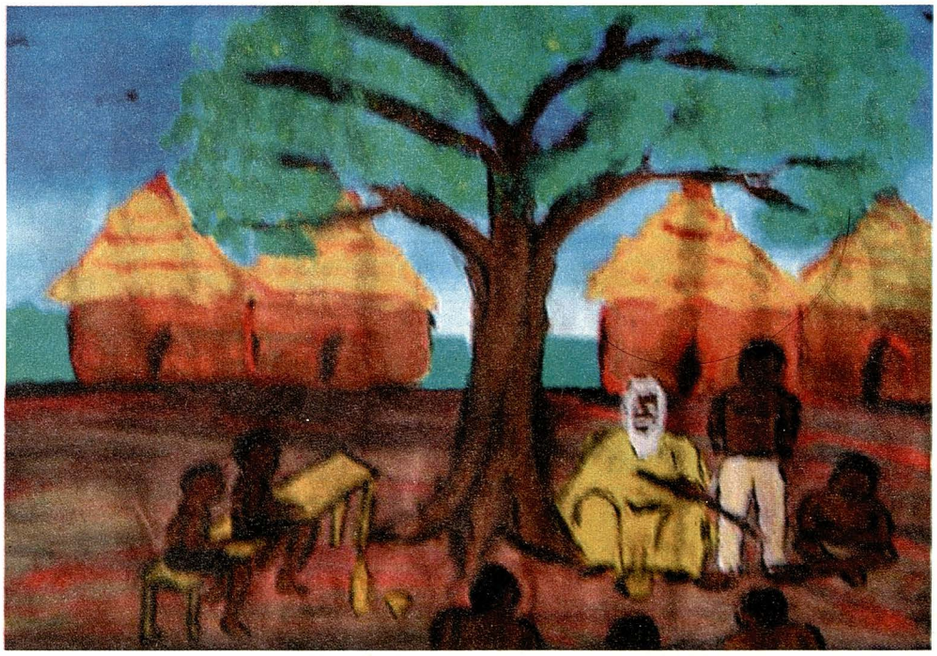
les choses semblent ne pas avoir radicalement changé...

Thomas Feixa

La « trouducuterie » présidentielle approche à grands pas. Le petit exercice électoral de consentement à la domination, ou encore d'acquiescement au pouvoir d'une minorité dirigeante – le sacro saint principe oligarchique travesti en principe démocratique – se tiendra en effet dans quelques mois. Le jugement de Pierre Leroux, formulé quant à lui il y a plus de cent cinquante ans, n'a pas perdu une once de pertinence, au point que son élision nous paraîtrait dommageable. On a imaginé, dit-il, « de nommer des chefs, au lieu de se les laisser imposer ». Mais si on « considère attentivement la modification que l'élection fait subir à la hiérarchie, on voit que la hiérarchie ne change pas de nature et d'essence quoique la source du pouvoir ait changé [...]. Ainsi, le despotisme vaincu comme droit n'est pourtant nullement atteint en fait, puisque à peine sorti par une porte, si je puis m'exprimer ainsi, il rentre par l'autre, par la nouvelle origine donnée au pouvoir ».

L'élection, pourtant considérée à bon droit comme rituel d'abdication d'une souveraineté politique propre au profit d'une petite clique de coquins incontrôlables, rompus à l'art du mensonge et des basses manœuvres, n'en continue pas moins d'être médiatiquement célébrée comme une pratique politique (*sic*) à la fois émancipatrice et indépassable. Indépassable en ce sens que la transgresser signifierait, selon la vulgate idéologique de saison, dévier inévitablement vers une position suspecte, anti-citoyenne, populiste, voire totalitaire, etc. Signalons-le au passage, s'agissant de populisme ou de totalitarisme, rien ne semble pouvoir résister aux trafics les plus grossiers de la langue.

La petite musique sociale-démocrate d'accompagnement du processus électoral saura, le moment venu, se déchaîner en symphonie assourdissante s'il le faut et venir stigmatiser, préventivement, les éventuels élans frondeurs



de l'âne populaire, les pulsions abstentionnistes de la vile multitude. Comptons sur les éditorialistes de *l'Express*, du *Nouvel Observateur* ou du *Point* pour adresser une leçon de citoyenneté à l'imprévisible populace, tellement changeante et infidèle à elle-même qu'elle menace l'existence des quincailleries à sondages. Comptons sur Luc Ferry, Jean Daniel ou Alain Finkielkraut pour disserter *ad nauseam* de l'inquiétante chute du civisme en France ou des puérilités latines d'un peuple d'enfants irrécupérables. Friponneaux, tous à vos plumes pour triquer les irresponsables! Comptons enfin sur l'ami d'Arlette Chabot, le petit facteur de la LCR, Olivier Besancenot, pour ramener à la raison – du jeu électoral... – ceux dont l'indécision s'approche dangereusement de la lucidité. Révolutionnaires, tous aux urnes nom de Dieu!

Il reste que, d'ores et déjà, les comédiens-politicards en sont à réciter leur texte dont le contenu demeure, à quelques inflexions près, dramatiquement identique, identique dans la vacuité faut-il aussitôt préciser. Toute conflictualité politique réelle semble à nouveau évacuée au profit d'une vulgaire joute publicitaire, d'un simple show à l'anglo-saxonne où la surenchère sécuritaire est reine. Au programme: frénésie communicationnelle, colique verbale et apologie de l'Autorité dont on prône à qui mieux mieux le retour... En coulisse du spectacle on s'agite, on tracte, on maquignonne, on cuisine, en vue de futures alliances électoralement rémunératrices. Qui accédera au butin présidentiel? Pour qui les bonnes places? Pour qui les fastes de la Ve République? La future valse des hauts fonctionnaires tracasse déjà quelques jeunes loups encartés qui se demandent s'ils croupiront à la tête d'un grand service commercial (public ou privé, qu'importe) ou s'ils jouiront enfin d'un poste de sous-secrétaire d'État aux anciens combattants. Angoisse existentielle ,quand tu nous tiens...

Il semblerait qu'entre une droite lepénisée, un parti inexplicablement nommé « socialiste », une extrême gauche certes plus totalitaire mais niaisement convertie aux saintes règles de la social-démocratie et disposée à constituer une force d'appoint s'il le faut – qui peut encore en douter, et ce en dépit des effets d'annonce? –, seule une voie s'impose. Précisons: une simple voie dont l'issue est incertaine et non pas une solution, la *solution* enfin trouvée qui nous délivrerait du « fardeau » politique. Un chemin qui, emprunté sans cynisme, pourrait sinon déboucher sur la reconstitution conséquente d'un mouvement révolutionnaire, du moins ouvrir une brèche significative à même l'ordre établi. Ce chemin – du reste le seul praticable à nos yeux –, c'est l'abstention, l'abstention comme condition et annonce d'une reprise en main, par une communauté politique, de son propre sort; l'abstention comme signe d'une repolitisation massive de la part d'un ensemble d'individus refusant toute infantilisation, et tournant le dos à la peur que d'aucuns ne cessent d'instrumentaliser. Une abstention qui signifie le rejet inconditionnel non plus seulement d'un personnel politique effectivement indigent, corrompu, et que de providentiels « bons bougres » pourraient remplacer, mais le rejet de l'ossature institutionnelle comme telle sous laquelle nous vivons ici et maintenant; bref, le rejet du système par la liquidation des institutions qui lui donnent figure.

À la question : les formes politiques que nous connaissons (au premier rang desquelles figurent l'État moderne et son Parlement) sont-elles des formes que l'on peut qualifier, sans rire, de démocratiques? nous répondons par la négative et sans sourciller. Impossible de confondre démocratie et gouvernement représentatif ou système parlementaire. Mais de quelle sombre contrée provient donc cette funeste évidence qui assimile gouvernement représentatif et démocratie? Impossible, croyons-nous après quelques-uns, de comprimer la démocratie en une formule institutionnelle décharnée, fût-elle construite selon le principe du très désirable mandat impératif. Peut-être est-il temps de renouer avec ce que Claude Lefort nommait si bien, il y a plus de vingt ans, « l'invention démocratique » en faisant valoir, contre le rationalisme libéral dominant, contre ses mille et un petits modèles juridico- fonctionnels – autant de petits mortiers formalistes –, les ressorts sauvages comme tels de la démocratie moderne. Renouer avec des mouvements sauvages, en marge des appareils en place et contre eux, n'est-ce pas en premier lieu et à titre de condition *sine qua non* renouer avec la pratique effective du grand refus, refus d'engager d'abord son nom dans le bordel électoral?

Qu'il nous soit permis, pour conclure, de convoquer le propos d'Émile Pouget, le lutteur anarchosyndicaliste, Émile Pouget le vigoureux thérapeute aux prises avec la « maladie votarde », Émile Pouget la bête noire du socialisme parlementaire. Ainsi s'exprime l'auteur du « muselage universel »:

« Quant à espérer s'enquiller dans la mécanique gouvernementale, de manière à se rendre utile au populo, c'est un rêve de maboules et d'ambitieux.

C'est un sale truc que de se foutre tout rond dans un marécage pestilentiel pour se guérir des fièvres. C'est comme Gribouille qui se fichait à la Seine pour ne pas se mouiller.

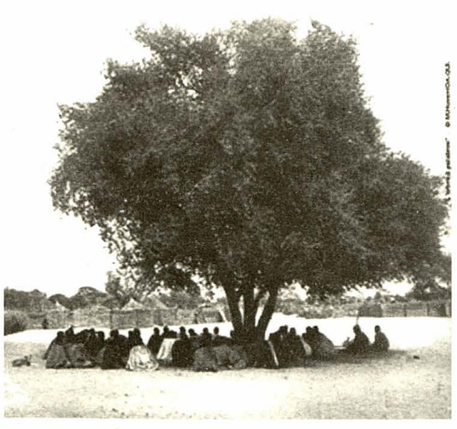
D'ailleurs, on a été assez salement échaudés par des bouffe-galettes qui parlaient au nom du peuple pour être guéris de la maladie votarde.

De tous les types qui avaient du poil au ventre, alors qu'ils étaient au milieu du populo, combien y en a-t-il qui, une fois élus députés, sont restés propres?

Tolain, Nadaud, Basly et un tas d'autres ont retourné leurs vestes.

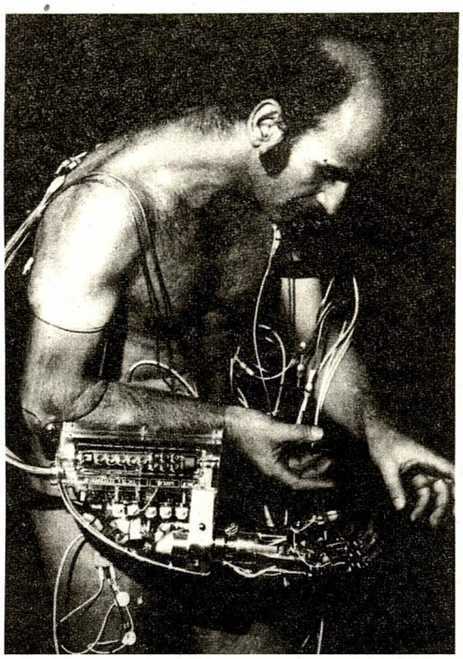
Quant à ceux qui ne se sont pas pourris complètement, ils ont pris du ventre et se sont bougrement ramollis. »

T. F.



Du travail à se flinguer

Le travail use, le travail tue ! Rien de nouveau et pourtant les suicides liés aux conditions de travail augmentent très nettement. Ceux commis sur le lieu de travail sont une signature sans équivoque. Évalués à plusieurs centaines en l'absence de statistiques nationales, ils constituent la pointe émergente de l'iceberg des atteintes à la santé des salariés, actifs ou privés d'emploi. L'intensification du travail est pointée du doigt. En arrière-plan, les véritables enjeux de la prévention et des responsabilités pénale et économique sont remis en cause par le patronat aidé de son supplétif étatique.



L'artiste australien Stelarc et sa « Troisième main », in *Modifications corporelles, Quasimodo n° 7*

Tsi-na-pah

Nous le savons, le monde du travail a toujours reçu en offrande sa dose de pénibilité et de souffrance sous toutes ses formes possibles. Depuis l'esclavage jusqu'au salariat, en passant par le servage, le simple fait d'être exploité constitue la première agression. Dans leur course au profit, la volonté constante des dominants est de ramener l'individu à sa simple force de travail, et qu'importe la casse ! « On ne vomit pas d'omelette sans chier des œufs ! » clamait Patrick Font. La parution dans un récent bulletin de la « nonciature apostolique » [1] d'un article et d'une interview à propos de trois suicides et d'une tentative en deux ans sur le site de Guyancourt - technopole de Renault - ne peut que nous satisfaire à titre informatif. Cette souffrance liée au travail est rarement évoquée par les médias. Elle est pourtant vécue très largement et souvent inconsciemment par la plupart d'entre nous. Elle prend une ampleur et des formes nouvelles induites par l'évolution de la production imposée par les mêmes qui prétendent « vouloir valoriser le travail. » Mais, au-delà du « spectaculaire » suicide, mis en avant par la presse, c'est tout un système qui est en cause. L'acte d'autodestruction final n'est qu'une variante, un aboutissement des nuisances causées au travail. Tour d'horizon sur le tripalium…

La douleur en système d'entreprise

Des plus anodines aux plus flagrantes, de formes diverses et nouvelles, les contraintes liées au travail sont en pleine mutation au gré de l'évolution du capitalisme. Sans doute la plus classique, ancienne et très pernicieuse est celle qui consiste à se lever tous les matins ou renvoyer son sommeil à plus tard à cause du travail posté ou nocturne. Elle contribue au laminage quotidien de la volonté et de l'énergie humaine. Et au-delà, dans ces aspects actuels, le ressenti partagé par les salariés se décompose ainsi en priorité : le stress et le harcèlement (deux notions anciennes mais désormais reconnues et diagnostiquées) ; les accidents de la route ; l'utilisation d'écrans ; le port de lourdes charges ; les mauvaises postures de travail ; l'inhalation de vapeurs de fumées et enfin le bruit.

Le stress [2] est devenu incontournable dans l'existence au travail. Héritage direct du taylorisme [3], il est à la fois un mode d'organisation de la production et de stimulation des salariés. Désormais érigé en système, environ six salariés sur dix estiment souffrir de troubles liés au stress. Sur une vingtaine de millions de salariés (public et privé), ce n'est pas une paille !

Dans ce seul registre, l'INRS a contribué à identifier et à classer les facteurs de stress en quatre catégories. Il y a ceux liés à la tâche avec de fortes exigences quantitatives (charge de travail, rendement, pression temporelle, masse d'informations à traiter,…) et de fortes exigences qualitatives (précision, qualité, vigilance, …). Les caractéristiques de la tâche étant la monotonie, l'absence d'autonomie, la répétition, la fragmentation, avec les risques inhérents à l'exécution même de la tâche. Ensuite, il y a les facteurs liés à l'organisation du travail tels que : l'absence de contrôle sur la répartition et la planification des tâches dans l'entreprise, l'imprécision des missions confiées (qu'attend-on de moi ? Comment dois-je m'y prendre ? Sur quelle base serai-je évalué ?) ; les contradictions entre les exigences du poste (comment faire vite et

Tsi-na-pah milite à la liaison Albert Camus de la FA

bien ? Qui dois-je satisfaire : le client ou le respect de quotas ?) ; l'inadaptation des horaires de travail aux rythmes biologiques, à la vie sociale et familiale ; les nouveaux modes d'organisation (flux tendu, polyvalence,...) ; l'instabilité des contrats de travail (contrat précaire, sous-traitance,...) ; etc. Enfin, les facteurs psychosociaux (liés aux relations de travail) : le manque d'aide de la part des collègues et des supérieurs hiérarchiques ; le management peu participatif, souvent autoritaire et déficient ; l'absence de reconnaissance du travail accompli. Et pour finir, les facteurs liés à l'environnement physique et technique : nuisances physiques au poste de travail (bruit, chaleur, humidité,...) ; une mauvaise conception des lieux et des postes de travail (manque d'espace, éclairage, ...) ; etc. Les facteurs liés à l'environnement socio-économique de l'entreprise : la surenchère à la compétitivité sur le plan national ou international, mauvaise santé économique de l'entreprise ou incertitude sur son avenir proche ; etc..

Le travail, ennemi de la santé

On admet aisément qu'avec une donnée annuelle de plus ou moins 700 000 accidents de travail les mesures obtenues et mises en place ont permis de réduire sensiblement le volume des accidents de travail. Mais la baisse en volume des accidents de travail [4] ne doit pas pour autant occulter la persistance de secteurs d'activité très dangereux opposant une identification improbable des responsabilités (le bâtiment avec la sous-traitance en cascade) ou une explosion des addictions diverses, légales ou non, chez les salariés. À côté des 692 000 accidents de travail déclarés en 2004 pour 17,5 millions de salariés, il est plus difficile d'accéder aux données concernant les travailleurs de l'État. Grand escamoteur, premier employeur du pays dont ses fonctionnaires et ses précaires ne relèvent pas de la protection du code du travail... mais du droit administratif.

Et, si les accidents corporels diminuent dans beaucoup de secteurs, il n'en demeure pas moins que les récentes évolutions d'organisation de la production font émerger d'autres formes de souffrances au travail.

Parmi les contraintes anciennes ou nouvelles, les aggravations se traduisent par l'allongement du temps de transport et la détérioration des transports ; l'atomisation des salariés par l'individualisation des objectifs et la mise en place d'entretien d'appréciation (aux méthodes douteuses d'évaluation car c'est le salarié qui est noté et non pas le travail) ; le cybercontrôle de la production ; la précarité des statuts contractuels ; et bien sûr, l'intensification de la production... Car la France n'est pas championne de la productivité sans conséquence !

Et si la souffrance physique a été contrainte partiellement, la souffrance mentale induite par le harcèlement moral et la violence au travail s'imposent par l'évolution sociale du travail. Pour faire dans l'exotique, le « Karoshi » - phénomène de la mort par épuisement apparu au Japon chez les 25-40 ans bossant 70 heures - est une joyeuse nouveauté frappant à notre porte.

Enfin, de plus en plus répandues en raison de concurrence accélérée et de concentration capitaliste, les restructurations d'entreprises. Elles sont devenues quasi permanentes dans beaucoup de secteurs du privé comme du public. Accompagnées de suppressions de postes avec où sans licenciement et avec ou sans réelles activités pour les « reclassés », elles imposent aux salariés d'incessantes adaptations. Ces restructurations exigent des travailleurs l'exécution de tâches incompréhensibles ou appauvries sur des supports outils difficiles à maîtriser et changeant souvent. Le lien de causalité est avéré par la médecine du travail [5] entre les restructurations et la dégradation de la santé des travailleurs du public comme du privé. L'énumération des effets constatés est tout simplement atterrante. Dans l'ordre : troubles persistants du sommeil fréquents ; consommation de psychotropes ; états et crises d'anxiété ; états de panique ; phobies ; apparition d'états dépressifs ; délire ; violences physiques envers autrui ou envers soi-même ; pensées suicidaires et suicides ; crampes épigastriques ; complication d'ulcère gastrique (perforation) ; poussées de rectocolite ulcéro-hémorragique ; extension de psoriasis ; apparition d'eczémas ; crises d'urticaire géant ; infarctus du myocarde ; troubles du rythme cardiaque ; variations de poids (le plus souvent vers la hausse) ; troubles des règles ; ménopause précoce ; aggravation de migraines ; comportements d'addiction à l'alcool et au tabac... C'est à hurler à la révolte ! Qu'on me présente des PDG affectés d'un dixième de ces saloperies lorsqu'ils mènent ces brillantes stratégies d'entreprise. Bref ! Coluche avait raison lorsqu'il prétendait : « Si le travail valait quelque chose, les riches le garderaient pour eux ! »

C'est ainsi que dans l'univers travail, en cumulant les humiliations avec l'impuissance, le manque de perspectives, l'absence de dialogue, la négation de la réalité ou son travestissement par le discours laudatif des directions d'entreprise, on obtient inévitablement un véritable poison destructeur pour l'individu. Et, dans l'entreprise totalement désyndicalisée où le tissu social permettait auparavant de nourrir les solidarités entre travailleurs et qui s'est aujourd'hui délité, il n'est pas étonnant d'aboutir à des situations individuelles extrêmes. Le fait même que les suicides s'accomplissent sur le lieu de travail ne laisse pas la place à un quelconque appel.

Si l'expression des travailleurs témoigne de la réalité des douleurs qui leur sont infligées, l'absence de visibilité scientifique à l'échelle nationale [6] ne doit pas pour autant en minimiser la gravité. Il suffit d'observer les réactions violentes des Cellatex, les suicides d'ouvrières chez Lewis.

Sans rapport de forces, des IRP ?

Alors, en l'absence de volonté collective d'en finir avec le salariat ou plus modestement de réagir, et à part une frustration de ne pas pouvoir distribuer des coups de pied au cul qui démangent le soulier du syndicaliste, que reste-t-il ?

Sur le terrain légal, il y a les instances représentatives du personnel (IRP : CE et CHSCT [7]). Le CHSCT peut se révéler un outil efficace pour la prévention d'une partie des risques pour la santé des salariés. J'entends bien que cela ne peut satisfaire les orientations de certains syndicalistes révolutionnaires purs et durs. En attendant de trouver la recette émancipatoire magique, je persiste à prôner l'adaptation et l'organisation libres des travailleurs en fonction du terrain socio-économique dans lequel ils survivent et luttent.

Et donc, si des syndicalistes conscients et formés juridiquement peuvent peser dans des CHSCT, pourquoi s'en priver ? Obliger des directions à inscrire la réorganisation ou la restructuration comme risque professionnel dans le document unique n'est pas une mince victoire ! Et les chefs d'entreprise le savent bien, du reste [8]. Utilisé au mieux de ses capacités, cet espace peut soustraire même temporairement les collègues de mises en œuvre de stratégies d'entreprise aux revers sociaux douloureux. Après, certes, il apparaît que les constructions d'alliances syndicales en vue d'imposer des expertises sont parfois moins évidentes à établir sans parler du choix de l'expert [9]. En tout cas, une partie des entreprises parviennent à se dérober à l'obligation de mettre en place des CHSCT [10] et puis les moyens légaux donnés aux élus de CHSCT sont souvent insuffisants par rapport aux réalités des entreprises.

Enfin, la médecine du travail est souvent à tort mais parfois avec raison considérée comme l'espion de la direction, surtout quand elle est salariée de l'entreprise. Un accès réel des syndicalistes à la faculté de médecine pour dispenser un enseignement aux futurs médecins du travail en aiderait sensiblement certains à se débarrasser de leur atavisme de classe. Ce réflexe occasionnel mais perfectible qui consiste à se rapprocher naturellement du Ddirecteur et à marquer sa distance avec les délégués du personnel. Mais ce n'est pas si simple que ça, et il serait réducteur d'en rester à cela.

L'intervention de la médecine du travail aura permis de faire reconnaître le harcèlement au travail. Et, si sa capacité d'intervention à l'échelon individuel est très limitée, elle peut en cas d'extrême urgence retirer le salarié du harcèlement subi après examen médical. Mais tout n'est pas joué, loin de là, sans une sérieuse accumulation préalable de preuves pour constituer un dossier « béton ». Autre faille, les chômeurs échappent malgré eux à la vigilance de la médecine du travail.

Ensuite, de nombreux médecins du travail tentent de mutualiser et de confronter leurs observations et travaux et en alimentent des structures associatives de prévention. Beaucoup sont exposés aux pressions des directions d'entreprise, d'autant plus qu'ils sont eux-mêmes isolés.

Sans se satisfaire de ces seules institutions, elles ont permis un net recul des accidents ou nuisances du travail sur plus de vingt ans d'existence.

Logique de profit, logique mortifère

Mais il serait dommage d'oublier la classe politique, réactionnaire ou réformiste, alliée objective du projet social capitaliste, elle est complice de l'organisation de la production. Combien en son sein ont eu l'obligation vitale dans leur existence de faire « transpirer » la plus-value ? À l'heure de la présidentielle, si l'excité arrogant de l'UMP brandit sans complexe en projet de gouvernement le programme du Medef, il est difficile de nier que le discours de la candidate du PS est parfois très semblable au langage tenu par la représentante du patronat. Pour ce seul sujet de la santé des travailleurs, un large éventail de mesures offensives est déjà en œuvre et cela ne date pas d'hier.

A titre d'exemples d'attaques contre des moyens institutionnels, les choix idéologiques en matière de recherche [11] condamnent à mort les moyens des organismes de prévention comme l'INRS, Anact... La politique d'enseignement « orientée » fait que l'université ne forme plus aucun spécialiste en toxicologie industrielle, par exemple. En 2005, seulement 56 médecins du travail sont sortis de faculté ! Quant à l'inspection du travail, il n'existe même pas 1 400 agents de contrôle pour 1,5 million d'entreprises et 15 millions de salariés [12].

Sur le strict plan de la reconnaissance des atteintes à l'intégrité physique et mentale par l'activité économique, le patronat comme l'État vivent très mal leur responsabilité pénale. Ce qui explique leur réflexe systématique à nier d'entrée de jeu le lien entre la situation de travail imposée par eux et les diagnostics d'atteinte à l'intégrité des salariés. Si le temps du virilisme ouvrier est un peu dépassé - où, par exemple, le menuisier aimait brandir une main aux doigts manquants -, les chantages, pressions et achats de silence chez les victimes passent à la trappe nombre de cas.

Dans un registre plus anecdotique, L'État décrète la loi antitabac quinze ans après la loi Évin et après s'être débarrassé de son implication lourde dans la machine Altadis. Mais, dans cette période de quinze ans, aucun employeur n'a volontairement étudié les postes et processus de travail avec les représentants du personnel pour mettre en place des solutions adaptées et concertées à la tabagie en entreprise. Le problème des conditions de travail engendrant ou encourageant la tabagie est balayé d'un décret ! Il est plus simple de stigmatiser le fumeur. Il y a fort à parier que beaucoup de tabagiques au travail vont se tourner vers un autre exutoire pas forcément plus sain.

Gilles Berquet, in *Modifications corporelles, Quasimodo n°7*

Pour en finir avec cet exemple, et après ce récent élan hygiéniste des autorités, sauf autre choix de cible en dernière minute, il est probable que le combat de « salubrité publique » se tourne demain contre l'obésité.

Ce qui est à craindre dans cette tendance, c'est que, au titre de campagnes contre les maux que « s'infligent » les citoyens et donc les travailleurs, on aboutisse progressivement au transfert de la responsabilité de la santé et de la sécurité des employeurs vers celle des travailleurs. Complot ? Pas certain, mais une orientation souhaitée par beaucoup de dirigeants, sans aucun doute !

Il manque beaucoup de choses au tableau. Mais l'univers du travail est suffisamment inique et intolérable pour l'évoquer encore et encore dans les colonnes du *Monde libertaire*. **T.**

---

1. *Le Monde* en date du 2 février 2007.

2. Voir le site de l'INRS, www2.inrs.fr, pour toute documentation et définition sérieuses au sujet de la santé et de la sécurité au travail.

3. Sans retourner à Ford, les témoignages des ouvriers de Chausson dans les années 70-80 à Gennevilliers et de ceux de Grande-Paroisse, aujourd'hui à Rouen, dans les films *Chers camarades* et *Putain d'usine* sont suffisamment éloquents.

4. Sources : Caisse nationale d'assurance-maladie.

5. Lire à titre d'exemple l'édifiant rapport d'un médecin du travail à France Télécom, Marie-Odile Baudrier-Achard, http://www.restructurations-industrielles.fr/web/media/29nov2006/Achard29nov2006.pdf.

6. La France pèche par absence de travaux, mais des études en provenance respectivement de Grande-Bretagne et de Suède permettent d'établir ceci : hausse des décès parmi les salariés ayant connu au moins une interruption de leur parcours de travail ; risque de mortalité dans les huit ans qui suivent la disparition d'activité. Par suicide et accident cardio-vasculaire.

7. CE : comité d'entreprise. CHSCT : comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail.

8. Le document unique est la pierre angulaire d'un CHSCT. Il est le recensement de tous les risques potentiels auxquels les salariés d'un site sont exposables. Son enjeu est stratégique pour la reconnaissance d'accidents ou de maladies professionnels et donc pour leur prise en charge économique.

9. cf. *le Monde* en date du 2 février 2007, « Le deuil au cœur de Renault », par Stéphane Lauer.

10. Rapport de Gérard Filoche « Vingt ans de CHSCT », Conseil économique et social, pages 43 et 44.

11. Des mesures drastiques qui s'inscrivent dans une logique bien antérieure au retour de la droite au gouvernement. Qui se souvient de l'axiome de Claude Allègre, ministre de la gauche plurielle : « La recherche c'est fait pour gagner de l'argent ! » Merci Jospin !

12. Les travailleurs de l'État ne bénéficient que du livre 2 du code du travail. À ce titre, ce ne sont pas des inspecteurs du travail mais une autre variété d'agents de l'État qui sont chargés de vérifier le bon respect du non-droit...

Il n'est pas de sauveur suprême !

L'HEBDOMADAIRE « POLITIS » daté du 1er février 2007 publie une tribune intitulée « Peut-on être libertaire et soutenir la candidature de José Bové ? » Cet appel aux libertaires cosigné par Michel Onfray et Yannis Youlountas entend nous convaincre d'accorder nos faveurs électorales au dernier candidat en date à la présidence de la République, en l'occurrence le syndicaliste et médiatique José Bové.

La lecture de cet appel nous laisse perplexes et nous interroge, non pas que nous n'ayons jamais été conscients du potentiel déterminant de l'électorat libertaire, d'ailleurs ce n'est pas la première fois que l'on vient solliciter les suffrages libertaires, mais plutôt sur la pertinence de la candidature de José Bové et surtout sur les stratégies et les finalités politiques qui en découlent.

En effet, les libertaires n'ont pas l'habitude de voter. Ils ne défendent pas l'abstentionnisme en vertu d'une tradition ou d'un dogme quelconque, mais parce qu'ils militent pour une société où les décisions sont prises par tous plutôt que confiées à quelques spécialistes par une délégation de pouvoir. En tant qu'anarchistes nous privilégions la recherche du consensus, mais nous ne rejetons pas a priori le vote comme un moyen parmi d'autres de gérer la vie collective. Aussi, si nous exprimons avec une certaine constance notre refus d'élire et notre boycott des urnes, c'est d'abord que nous ne souhaitons ni encourager ni légitimer l'escroquerie électorale et démocratique. Ensuite, nous sommes convaincus que, quel que soit le candidat élu et son programme, aussi courageux et sincère soit-il, il ne pourra s'attaquer concrètement et efficacement aux fondements mêmes de la société d'injustice et d'oppression.

À chaque échéance électorale, on nous promet le candidat du changement, de l'alternative, de la rupture et de la révolution… Alors que le battage médiatique et la surenchère démagogique atteignent des sommets, est-il vraiment nécessaire d'ajouter à la confusion et au bourrage de crâne au nom d'une hypothétique et incertaine urgence politique la candidature autoproclamée des luttes et des mouvements sociaux (d'autant plus que nous aurons une fois de plus droit aux candidatures de rassemblement des concurrents Arlette Laguiller, Olivier Besancenot, Marie-George Buffet et du lambertiste Gérard Schivardi).

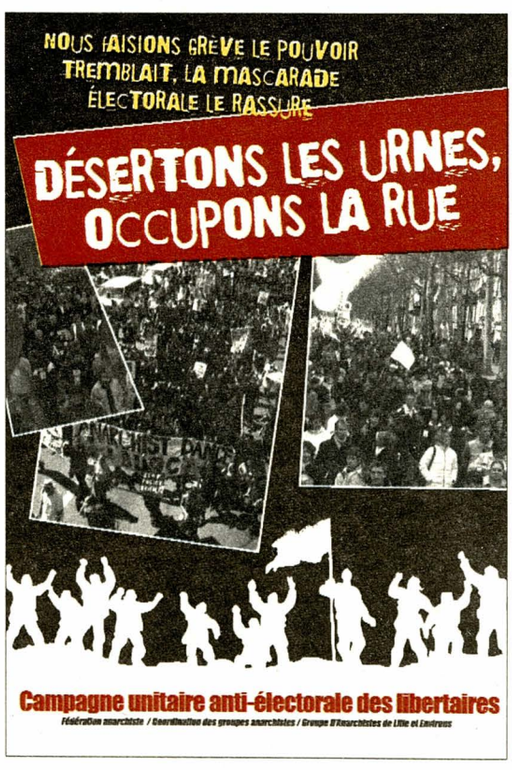
Encore une fois nous constatons que la vieille chimère du prolongement politique et électoral des luttes sociales et de la transformation de la société par la prise du pouvoir étatique reste malheureusement bien vivace. Cette logique illusoire et dangereuse a le goût amer du déjà-vu : de la conception totalitaire marxiste-léniniste des Lénine et Mao à la conception gestionnaire de la social-démocratie des Mitterrand et Blair, en passant par des versions bâtardes des Lula et Chavez, toutes démontrent implacablement que toute volonté de transformer la société par la prise du pouvoir aboutit au mieux à la gestion tranquille du capitalisme, au pire à des dictatures tragiques.

Les anarchistes développent et luttent pour une conception toute différente de la transformation de la société actuelle qui s'oppose à la conquête du pouvoir tout autant par la violence que par les urnes et propose des perspectives concrètes d'organisation que sont l'autogestion, le fédéralisme et le communisme libertaire.

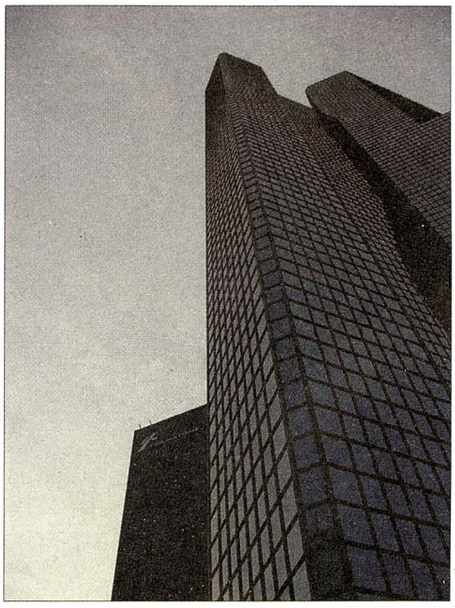
Les libertaires participent de toutes leurs forces aux mouvements de résistance et de transformation de la société, et cela dans toute la diversité de leurs sensibilités et de leurs tendances qui les caractérisent, et nous savons aussi dans les combats que nous menons nous associer et lutter en commun avec des non-libertaires. Pour autant, nous restons lucides et ne voulons pas nous retrouver instrumentalisés par des causes que nous ne cautionnons pas. Parmi celles-ci, aucune bonne raison ne nous convaincra de donner notre blanc-seing et notre soutien à une quelconque candidature à la magistrature suprême de l'appareil d'État d'autant plus que, conformément aux déclarations de José Bové et Michel Onfray, ceux-ci appelleront de toute façon à voter pour la candidate du Parti socialiste au second tour de la présidentielle.

Nous ne pouvons accepter de soutenir cette initiative trompeuse en contradiction avec notre conviction fondamentale que les moyens doivent être compatibles avec les fins et que la fin ne justifie pas les moyens. Aussi, nous nous impliquerons à notre manière dans cette campagne, en popularisant les concepts d'abstention active, révolutionnaire et libertaire, c'est-à-dire la promotion de l'action directe menée par les individus eux-mêmes dans une perspective de rupture avec cette société qui n'est pas réformable.

Fédération anarchiste,
Coordination des groupes anarchistes
Groupe des anarchistes de Lille et environs



Total se restructure



Bon ça y est, après douze années aux commandes de Total, Thierry Desmarest quitte enfin son poste de PDG. Et il y a plein de gens qui ne lui diront pas merci : les Toulousains, les Bretons, les salariés de Total et de ses filiales, etc.

Thierry Desmarest est ce PDG qui, lorsque les salariés d'AZF ont voulu le rencontrer à la Défense, a préféré se sauver par la fenêtre. Lui qui disait qu'il les soutenait et les aimait.

Dans la presse économique et aux ordres (toute la presse quotidienne, quoi), il est rappelé que Desmarest a fait passer le chiffre d'affaires de Total de 21 milliards en 1995 à plus de 130 milliards aujourd'hui et que Total est le premier trust au niveau européen et le 4e (ou 5e, ça dépend des sources) groupe pétrolier mondial. Il est dit aussi que les actionnaires de Total sont plutôt des gens contents…

Il y est moins question de son salaire (3,155 millions d'euros) et il est rarement évoqué AZF, l'*Erika*, les coups fourrés dans les pays producteurs de pétrole et le soutien aux dictatures, notamment à celle de Birmanie. Enfin, il n'est nulle part question de la suppression de tout le secteur chimie de Total (Arkéma, 18400 salariés dans le monde) et des restructurations et fermetures que cela a entraînées. Ces suppressions d'emplois se sont faites (« pour nous recentrer sur notre cœur de métier, le pétrole ») malgré un bénéfice affiché, pour 2005, de 12 milliards (il semblerait que ce soit plus encore en 2006, suite à la hausse du prix du baril de pétrole).

Bref, Thierry Desmarest s'en va, mais reste président du conseil d'administration de Total (avec salaire, jetons de présence, stock-options y afférents), et c'est Christophe de Margerie (2e chez Total) qui le remplace. On ne change pas une équipe qui gagne. Celui-là n'est pas triste non plus : il se traîne déjà pas mal de casseroles aux fesses. En octobre 2006, il a été mis en examen pour complicité de corruption d'agents publics étrangers, pour avoir versé des pots-de-vin à l'étranger afin d'obtenir des marchés lors de l'affaire « pétrole contre nourriture » qui lie le pétrolier à Saddam Hussein. Christophe de Margerie serait aussi inquiété pour corruption en Iran et au Cameroun.

On sait que la morale des « winners » ne s'encombre pas d'état d'âme lorsqu'il faut faire fructifier son entreprise.

Le changement avec l'arrivée de Margerie (du moins dans le discours), c'est le nouveau positionnement de Total dans le nucléaire. Alors que Total, depuis quelques années, communique sur les énergies renouvelables (ce qui constitue une part très faible de ses activités), ce serait un changement stratégique important. À cela plusieurs raisons : Total sait que les réserves de pétrole s'amenuisent et que d'ici quinze à vingt ans on va en voir les limites ; les coûts d'extraction du pétrole vont devenir très lourds ; d'autre part, Total est en difficulté avec certains États qui ont nationalisé leur pétrole (Venezuela, Bolivie, mais aussi Russie). Total, à la suite d'Exxon et de BP, a donc tenté de se lancer dans l'éolien, mais de façon très marginale (à croire que c'était uniquement pour pouvoir faire de belles images pour la publicité) ; s'est lancé dans le diester, en passant un accord avec Nestlé, sans trop y croire ; et a voulu se lancer dans les adjuvants uréiques pour diesel, mais s'y est pris trop tard et s'est fait bouffer le marché par le géant allemand BASF… Il ne reste plus que le nucléaire.

Si ce n'est que le nucléaire est déjà bien fermé et la concurrence forte (EDF, Framatome, General Electric, Westinghouse…). Total semblerait s'intéresser à l'extraction d'uranium, les mines se trouvant moins concentrées dans des zones « à risques » politiques, ou dans la construction de petites centrales nucléaires, comme celle en projet dans l'Alberta au Canada. Total pourrait aussi proposer de vendre une technologie et un savoir-faire à des pays au programme nucléaire civil en plein essor comme la Chine et l'Inde.

Total prévoit également de mettre un terme à certaines filiales encore en activité (engrais, colles…) et n'envisage plus de construction de nouvelles raffineries, en Europe tout du moins, alors que le parc industriel vieillit dangereusement.

Bref, on a encore du souci à se faire sur le plan écologique et social. Et, lorsqu'on verra passer un super-tanker travaillant pour Total, le risque de voir un mélange d'hydrocarbures et de minerai radioactif s'abattre sur les côtes, de Bretagne ou d'ailleurs, ne sera pas exclu.

Jean-Pierre Levaray

Congo-Kinshasa

Vers une Afrique de la non-violence

Réflexions pour bâtir une société de paix

Nous ne nous sommes pas encore rendu compte que c'est dans nos têtes que nous sommes asservis au système de la violence néolibérale.

L'Afrique est aujourd'hui un continent de violence. Dans tous les domaines, elle donne d'elle l'image d'une terre qui va imploser sous le chaos de ses guerres, de ses endémies, de ses politiques destructrices et de ses incapacités à se donner une orientation économique crédible dans le contexte actuel de la mondialisation.

Face à cette situation, l'important n'est plus aujourd'hui de ressasser les formes de ses violences pour les dénoncer ou s'en indigner. Le temps est à la construction d'un esprit nouveau qui en jugule les mécanismes et pose les bases d'une Afrique de la non-violence.

Nous nous proposons ici de donner quelques lignes directrices pour dégager l'horizon à cette Afrique que nous devons bâtir selon l'ordre d'un engagement pour la non-violence.

Deux types de violence nous écrasent

Il existe aujourd'hui en Afrique deux types de violence sur lesquels il convient de porter notre attention.

Il y a d'abord la violence de notre insertion dans le système mondial néolibéral. Il y a ensuite nos violences internes liées à la gestion de notre espace vital face aux problèmes les plus profonds de notre existence.

La violence néolibérale

L'étau du néolibéralisme est la violence la plus visible sous laquelle nos pays ploient et se délitent. Elle nous étouffe et nous tue sans que nous donnions l'impression de vouloir briser leur étau ni résister à leur emprise sur nos consciences. Contre ce système du néolibéralisme mondialisé, les critiques fusent de toutes parts. On s'en prend au capitalisme dévoyé qui soumet « la totalité des activités humaines à la loi de l'argent [1] ». On dénonce l'inhumanité du système et ses menaces sur l'avenir. On met en lumière son caractère insensé et sa folie. En même temps, rien de vraiment nouveau n'est proposé en termes d'alternatives crédibles, qu'il s'agisse d'alternatives sociopolitiques, de propositions pour un nouveau système économique mondial ou pour une nouvelle culture de solidarité entre les nations.

Nous nous sommes toujours demandé pourquoi les propositions alternatives au néolibéralisme mondialisé n'arrivaient pas à s'imposer dans des actions de grande envergure. Jusqu'ici, les initiatives du commerce équitable ou celles des réseaux altermondialistes ne semblent pas ébranler l'assurance du Moloch ultracapitaliste. Le monde demeure tel qu'il est. Les chiens altermondialistes aboient pendant que la caravane néolibérale passe et continue son œuvre de destruction.

Pourquoi n'ébranlons-nous pas le monstre ? C'est parce que le monde entier est fasciné par le processus d'occidentalisation de la planète. On donne l'impression de croire que ce processus, malgré ses incohérences et ses folies, conduira l'humanité vers une ère de bonheur.

À notre sens, il est urgent de rompre avec ce postulat. Plus nous étudions le processus par lequel l'Occident s'impose au monde depuis le début de l'ère moderne, plus nous nous rendons compte que la violence inhérente à ce processus est incompatible avec toute idée d'un bonheur collectif à bâtir pour

toute l'humanité. Nous en venons même à nous demander si ce ne sont pas les bases mêmes de l'Occident en tant que civilisation qui sont structurées par une violence irrémédiable. Depuis ses sources grecques jusqu'à l'actuelle mondialisation, tout se passe comme si les progrès philosophiques, scientifiques, socio-économiques et culturels de l'Occident s'accompagnaient toujours quelque part d'une destruction profonde de l'humain. La démocratie athénienne était bâtie sur la destruction d'une vaste frange de la population qui n'avait aucun droit à la liberté et devait travailler pour les hommes libres. Le système féodal précipitait dans l'espace du non-droit d'immenses couches des populations désemparées.

Le triomphe de la bourgeoisie comme force historique et l'avènement de l'ère industrielle ont soumis des peuples et des civilisations à leur barbarie. Aujourd'hui, c'est cette barbarie qui s'est mondialisée sous le signe du libéralisme.

Seulement, les forces de ce système déploient une telle énergie de conditionnement de l'imaginaire public qu'elles arrivent à convaincre beaucoup d'esprits du bien-fondé de leur vision du monde et de la nécessité de croire que l'avenir chantera un jour ou l'autre pour la gloire éternelle du bonheur capitaliste. Par une sorte de prestidigitation et de manipulation savamment orchestrées depuis des siècles, elles sont parvenues à structurer des mentalités qui convainquent les victimes du système de croire encore dans celui-ci. De toute façon, même si les victimes décidaient de s'en prendre au système, ce dernier a les moyens de les tenir en laisse et de les maintenir dans une soumission physique et psychologique : sa dictature est implacable et impitoyable. La seule manière d'en sortir pour les victimes, c'est d'en adopter l'esprit et de développer elles aussi une capacité de violence égale ou supérieure à celle des oppresseurs.

Dans un tel contexte où nous sommes plongés jusqu'au cou et où nous étouffons sans espoir, il est illusoire de croire que l'avenir de notre continent se construira avec bonheur dans notre insertion pure et simple dans le système actuel d'occidentalisation du monde. Il est également illusoire de croire que nous sortirons de ce système pour imaginer sereinement une voie africaine qui s'épanouirait sans obstacles.

Le réalisme aujourd'hui est la démystification du monstre en nos esprits ; le développement de la conscience que nous devons avoir de son emprise sur nous et de tous les méfaits qu'il développe pour notre inhumanisation : « imprévoyance, pillage, destruction, prédation, guerres, violences de toutes sortes ».

L'idée de démystification du monstre n'a pas été prise suffisamment au sérieux dans notre société africaine. Nous ne nous sommes pas encore rendu compte que c'est dans nos têtes que nous sommes asservis au système de la violence néolibérale et qu'il faut libérer nos esprits de cet envoûtement non pas pour sortir de la modernité, comme on a tendance à caricaturer toute idée de libération par rapport à l'emprise de l'Occident en nous, mais pour promouvoir l'idée selon laquelle la violence de l'Occident est une construction culturelle dont il faut libérer l'Occident lui-même aujourd'hui. Plus exactement, il faut sortir de la violence de l'occidentalité violente afin de promouvoir une mondialité non violente dans la tête des hommes. C'est un travail idéologique fondamental que l'Occident ne peut pas faire et dont le centre ne peut être que l'Afrique, le continent où l'on peut voir ce que la mondialisation a de pire dans sa substance et dans ses pratiques sociales.

Démystifier le monstre, c'est aussi créer une opinion publique capable de s'inscrire en faux contre les tendances lourdes d'un système mondial qu'il faut radicalement remettre en question pour pouvoir aménager des espaces d'éducation à l'esprit qu'il faudra promouvoir pour le combattre.

L'éducation devra être l'arme capitale pour créer non seulement un esprit d'antimondialisation, mais l'esprit d'altermondialisation. Ce dernier est à comprendre comme une dynamique permanente de réflexion, de recherche et d'action pour de nouvelles initiatives de démystification du monstre, à très large échelle, et d'imagination publique créative, toujours à très large échelle.

C'est parce qu'il manque au monde actuel des hauts lieux d'éducation à la non-violence que la violence de la mondialisation néolibérale paraît ne pas avoir de concurrent dans sa vision du monde. Sortir de l'occidentalité comme idée violente des réalités humaines ne sera possible que si ce projet prend corps dans des lieux d'espérance pour l'humanité non violente. Si l'on pose un regard lucide sur l'Afrique actuelle, on ne peut pas ne pas se rendre compte qu'elle développe des violences internes sous lesquelles elle ploie de manière aussi implacable que sous la violence du système néolibéral. On le dit et redit partout : elle n'est pas seulement victime de la violence des autres, elle est productrice de ses propres violences qu'il ne suffit pas de dénoncer mais contre lesquelles il faut penser en profondeur l'Afrique de la non-violence.

Le condensé de toutes ces violences, c'est l'esprit de destruction de l'Afrique par l'Afrique, dans tous les domaines. Il s'agit d'un véritable syndrome d'anéantissement de l'humanité africaine par les Africains d'aujourd'hui : une sorte de rupture d'esprit entre ce que notre société a toujours voulu être depuis des millénaires et ce que nous voulons en faire aujourd'hui. L'Afrique politique, l'Afrique économique, l'Afrique sociale, l'Afrique intellectuelle, l'Afrique culturelle et l'Afrique religieuse, tout chez nous flambe sous le coup de cette violence de profondeur qui n'est pas seulement une violence des mentalités individuelles, mais une violence de clans, de castes, de bandes, de mafias et de tribus dont les intérêts clientélistes et corporatistes détruisent l'intérêt commun. Cette violence nous a profondément fragilisés et elle nous a livrés pieds et poings liés à la violence globale de l'ordre du monde qui trouve en nous de quoi alimenter ses propres démons. Aujourd'hui, notre sous-développement, notre pauvreté, nos misères, nos drames comme ceux de la Sierra Leone, du Liberia, de la Somalie, de la Côte d'Ivoire et du génocide rwandais ne sont pas que le résultat d'une géostratégie du chaos. Ils sont l'expression de nos propres démons intérieurs et de nos propres génies maléfiques, ceux qui nous ont rendus inhumains et insensibles aux exigences du bien-vivre-ensemble.

Actuellement, nous devons apprendre à affronter ces violences qui sont les nôtres dans une véritable révolution de l'imaginaire : celle de la redécouverte de l'humanité africaine de profondeur et de l'éducation des hommes aux enjeux de cette humanité dans la violence actuelle du monde.

Ces enjeux sont ceux-ci :

— Sortir de notre propre inhumanité en puisant en nous-mêmes, dans les profondeurs de notre culture, l'énergie pour bâtir une Afrique de la non-violence.

— Creuser dans le fonds d'humanité des autres peuples et des autres cultures pour fertiliser le fond de notre propre humanisation.

Avec ces exigences, nous disposons d'une nouvelle idée d'africanité qui pourra donner à notre continent une nouvelle énergie pour s'ancrer dans le nouveau tournant d'humanité : le tournant de la non-violence.

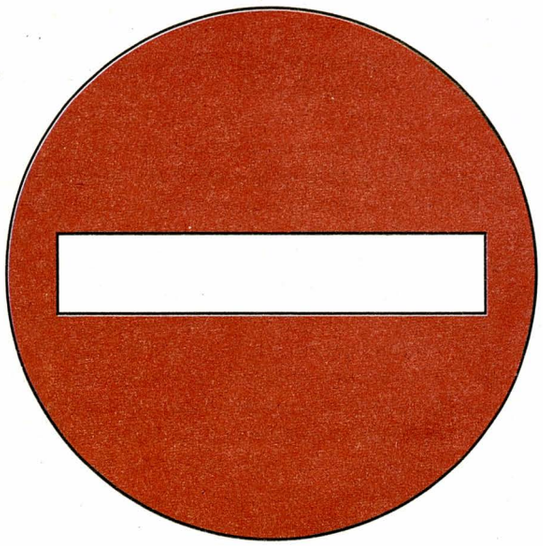
Kä Mana et Jean-Blaise Kenmogne

« Le Potentiel » de Kinshasa, publié sur le web le 12 janvier 2007.

http://www.lepotentiel.com

1. Anne-Cécile Rober, *l'Afrique au secours de l'Occident*, 2004., *op. cit.*, p. 21, Paris, Éditions de l'Atelier.

De l'importance de bien dormir



Il y a peu, j'ai reçu ça : Bonjour, je m'appelle Florent, j'ai dix-sept ans, je suis lycéen. Je vous écris pour vous faire part de mon quotidien, que je trouve pathétique et pour tout dire, flippant. Alors voilà :

Le matin je me lève de bonne heure, j'ai bien dormi car, selon ma mère, c'est important de bien dormir. Et important, aussi, de se lever de bonne heure. Pourquoi ? Allez savoir… Je m'envoie un verre de lait bio et deux tartines sans beurre (attention au cholestérol), un bol de corn-flakes sans sucre car le sucre, ça rend obèse. Ensuite, je me prépare pour me rendre au bahut. Tout seul dans ma chambre, je me ferais bien un petit stick, histoire de réveiller mes neurones. Mais je sais que la drogue, c'est mal. Ça endort et surtout ça donne de mauvais résultats scolaires, on me le rabache toutes les deux heures. Bon, OK, pas de stick.

Au moment où je vais sortir, ma mère m'arrête : « Baisse le niveau de ton Walkman, tu veux devenir sourd à trente ans ? » En fait, c'est un mp3, mais ma mère est vieille (elle est née avant 1968 !) et emploie des mots dépassés : Walkman, programme commun, élections…

Je me rends au bahut en bus. J'ai un scooter mais il paraît que le scooter, même avec un casque, c'est dangereux. « Tous les jours y'a des jeunes qui se tuent en deux-roues », dit maman… Qu'elle me confonde avec un livreur de pizza c'est déjà bien limite, mais qu'elle tente ensuite de me convaincre qu'en laissant le scooter au garage je contribue à lutter contre le réchauffement climatique, là c'est carrément drôle. Réchauffement climatique mon cul, elle flippe, oui, ma mère ! Pourquoi m'avoir acheté ce scooter ? Elle devait avoir quelque chose à se faire pardonner…

À l'entrée du lycée un vigile bipe mon badge et me demande d'éteindre mon portable : procédure habituelle. Je vois bien qu'il regarde discrètement mes yeux (procédure habituelle), ils ont pas encore inventé la machine à coincer les fumeurs de shit. Ça viendra. En attendant, un grand panneau sous forme de sigles rouge et blanc rappelle toutes les interdictions qui ont court dans mon bahut : portable barré, casquette barrée, voile barré, cigarette barrée, canette, bouffe barrées… On se croirait au code de la route. Ils n'ont pas osé barrer une bite et un cul, mais je suis sûr qu'ils y pensent. Plus loin, un autre panneau m'avertit que les ondes dégagées par les téléphones mobiles risquent de détruire mon cerveau (le type qui m'a vendu le mien a dû oublier de m'en parler). Cependant je suis tranquille, le mien, de cerveau, ne risque rien : dès que j'entre au bahut je le laisse au vestiaire. De toutes façons, en cours, il est interdit d'apporter avec soi son cerveau. Tout ce qui fait nos vies doit rester à la porte. Ils parlent de boucher les fenêtres avec de grands cartons pour nous empêcher de rêvasser, et de foutre tout le monde en blouse, pour nous faire passer l'envie de mater les fesses des filles. Ils veulent nous enterrer vivants. Parce qu'on est là pour bosser. Pour, comme dit ma mère, « ne pas se louper ». Ah.

À l'intercours, pour déstresser, je me fumerais bien une clope. Pas de chance, interdit aussi. Même dehors, dans la cour, il y a des affiches partout qui rappellent qu'ici c'est « lycée sans tabac ». Bon, alors donnez-moi l'adresse d'un lycée avec tabac ! On pourrait sortir, mais non. Avant, on allait sur le trottoir s'en griller une petite, maintenant ce n'est plus possible : le proviseur fait fermer les grilles, parce qu'il paraît que le trottoir, devant le bahut, c'est dangereux. À cause des voitures. Qu'est-ce qu'il attend le proviseur pour demander alors qu'on interdise les voitures ? C'est pas nous les dangereux… Je crois surtout que le proviseur trouve que ça la fout mal, un attroupement de 200 élèves devant « son » lycée. Manquerait plus que les gosses de la cité d'à côté viennent nous parler, tiens…

Du coup, on est sevré d'office. Du coup, on est nerveux. J'ai alors l'idée de me rabattre sur le distributeur de sodas, mais au nom, une nouvelle fois, de la sacro-sainte Lutte Contre l'Obésité, ils ont fait enlever le distributeur de sodas. Heureusement, je croise Sabrina, qu'on n'oblige pas encore à se promener en tchador républicain. Elle me plaît bien Sabrina, mais c'est à peine si j'ose lui demander timidement l'heure, de peur que ses parents ne portent plainte pour agression sexuelle. Interdit aussi, Sabrina. Avec le distributeur de sodas, ils ont enlevé aussi le distributeur de désirs. Soda, sida… « Fais attention ! répète ma mère, sors couvert, ah ah ! » (ça la fait rire…) Et avant d'embrasser une fille, je me mets une capote sur la langue ?

Plus tard, à la cantine je passe devant la borne biométrique qui va m'autoriser à la dégustation d'un menu insipide, mais équilibré. Puis-je avoir un peu de sauce avec la viande ? Ah non, jeune homme, désolé, on vient d'interdire la sauce… Finalement je rentre chez moi à la fin des cours, et ma mère, bizarrement, me trouve déprimé. Comme elle est médecin chez nous c'est une vraie pharmacie, et elle me tend comme tous les soirs la boîte de Lexomil. J'en prends trois, et je vais me coucher. C'est important de se coucher tôt, c'est important de bien dormir…

Florent

Et Fred
groupe Louise Michel

Le Grand Silence & Silentium !

Fatale confusion !

Sortis presque à la même époque sur les écrans français, *le Grand Silence* et *Silentium !* sont malheureusement confondus par un trop grand nombre de spectateurs pressés et donc inattentifs. Il ne faudrait pourtant pas rater le second tant le ton satirique avec lequel Wolfgang Murnberger, le réalisateur autrichien, s'en prend aux puissants de Salzbourg, le parangon de la belle ville de province, devrait réjouir les lecteurs de notre journal. Alors que le premier, réalisé par Philip Gröning, un cinéaste allemand, est consacré à la vie des moines contemplatifs de l'ordre chartreux. Il convient de ne pas se tromper de salle dans les méandres des couloirs des usines à films.

Le Grand Silence tente un pari : faire sentir, non pas expliquer, à un spectateur d'aujourd'hui cette expérience singulière que partagent les moines dans le silence et la solitude de leur refuge alpin. Tourné en DV et malgré ses 2 h 40, *le Grand Silence* est un succès en salle : il répond sans doute à un besoin de spiritualité. Il n'est pas sûr qu'un anar normalement constitué puisse tenir plus d'une heure même après avoir souri en constatant qu'à l'intérieur du monastère règne la bonne vieille division des tâches : les pères prient dans le silence de leur cellule tandis que les frères exécutent les travaux nécessaires à la vie du monastère. L'aube blanche des uns contre le tablier bleu des autres comme métaphore de toute théocratie.

Pour autant, en matière de choix de vie comme de sexualité, il n'y a rien à redire lorsque cela concerne des adultes consentants. Ou de choix en matière de cinéma, et on doit se réjouir que ces deux films si dissemblables cohabitent sur nos écrans.

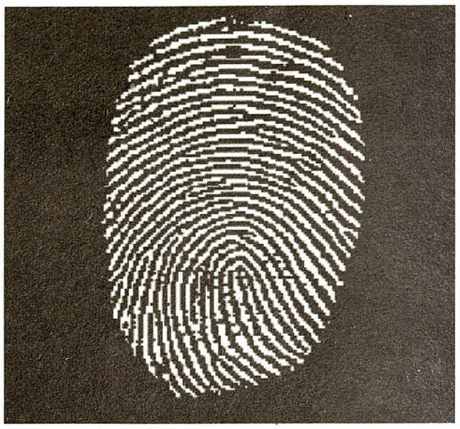
Adapté du roman de Wolf Haas (la lecture de ses polars est fortement recommandée aussi avec, en premier lieu, *Vienne, la mort*), *Silentium !* (Grand Prix du Festival du film policier de Cognac) suit l'enquête de Simon Brenner, un privé ancien flic défroqué, engagé par la fille du directeur de l'Opéra de la ville qui ne croit pas au suicide de Gottlieb Dornhelm, son mari. La suite donnera raison à la veuve éplorée : son époux a commis un péché vraiment mortel en publiant un livre dans lequel il accuse l'archevêque de Salzbourg d'avoir abusé de lui lorsqu'il était enfant.

Menées à un rythme effréné et avec un humour corrosif (la séquence où Brenner porte sa croix est vraiment hilarante !), les investigations de Brenner le conduisent dans le collège où Gottlieb (le fort mal prénommé) a été violé, et qui sert de plaque tournante à un trafic de jeunes filles du tiers monde destinées à la prostitution, puis dans une maison close de grand luxe qui propose des perversions sexuelles très raffinées pour les grands de ce monde (l'urine des vierges est recommandée pour les cordes vocales des ténors et, après un gargarisme, une défloration redonne du cœur à l'ouvrage) et bien sûr à l'Opéra. Nostalgique très convenable du nazisme (il conserve précieusement une machine à écrire identique à celle du Führer, silencieuse et dotée d'une touche spéciale pour le symbole SS), son directeur est prêt à tout pour faire tourner sa boutique qui, mondialisation oblige, est soumise à une concurrence féroce de la part des autres grandes scènes lyriques. Lors de son enquête, Brenner devra affronter des bons pères fort peu catholiques : certains sont pédophiles et d'autres proxénètes et, pour la bonne cause (la sauvegarde des intérêts de la Sainte Église), ils n'hésitent pas à faire appel à des tueurs qui manient avec dextérité la tronçonneuse pour se débarrasser de cadavres encombrants... Quant à la police, spécificité autrichienne sans doute, elle entend avant tout protéger les puissants, quitte à accabler, sans pitié, les sans-grade et les petites gens. Bref, la Salzbourg de Wolfgang Murnberger présente une image fort peu convenable mais oh combien revigorante et réjouissante de la bonne société... autrichienne, bien sûr !

Mato-Topé

Silentium !, film autrichien de Wolfgang Murnberger avec Joseph Hader, Simon Schwartz, Joachim Krol, Mario Köstlinger, Udo Samel (1 h 56 min).

Surveillance totale



Dès que la technologie permet de faire une chose, on la fait. Sans réfléchir beaucoup aux conséquences. Souvent, même, on a très bien réfléchi aux conséquences. Si celles-ci ne plaisent pas à l'opinion, on se passera de l'opinion.

Alors, méfions-nous parce qu'à présent la technologie permet une surveillance à peu près totale des citoyens des pays développés. *Tous fichés* de Jacques Henno (éditions Télémaque, 15,50 euros) le prouve. Ce livre utile rassemble tout ce que l'on sait d'un projet américain appelé Total Awareness (Surveillance totale). Son nom suffit à le décrire.

La faculté, que donne l'informatique et l'Internet, de lier entre elles toutes les sources d'information, visuelles, électroniques, comptables, financières, auditives, téléphoniques, etc.: voilà l'outil essentiel de Total Awareness.

Avec des pudeurs de vestales, de beaux mouvements de menton, de longs borborygmes où éclatent à la surface, comme les bulles de méthane dans les mares à purin, les mots « éthique », « attitude citoyenne », « charte de bonne conduite », les pays occidentaux discutent depuis longtemps de l'opportunité ou non de relier les informations disponibles sur les citoyens les unes aux autres. Tous fichés prouve, sans la moindre difficulté, que les États-Bénis, eux, agissent.

Tout leur est bon.

Obligation aux compagnies aériennes de livrer l'intégralité de leurs données sur les passagers à destination des États-Unis.

Don par les compagnies américaines des données de tous leurs passagers quels qu'ils soient. Or avec un nom, un prénom, une adresse, un numéro de téléphone, un numéro de carte de crédit, on va très, très loin dans les ordinateurs du monde entier, et à présent on y ajoute par exemple le menu spécial que vous avez commandé, casher, halal, végétarien…

Achat systématique de tous les fichiers marketings en vente dans le monde entier.

Nettement mieux: achat discret des *entreprises* de création de tels fichiers.

Écoute *générale* de toutes, absolument toutes, les conversations téléphoniques partout dans le monde, grâce au gigantesque réseau Échelon créé… dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, et dont l'activité prospère – la compréhension et la traduction ne suivent pas, mais on y travaille, et, au minimum, l'indexation de mots-clés « bombe », « déclenchement », « lutte », fonctionne de mieux en mieux. Insertion dans les logiciels vendus par les compagnies américaines (Bill qui? Steve qui?) de « backdoors » (portes de derrière), c'est-à-dire quelques lignes de code, perdues dans les trente millions présentes sur un portable de base, permettant aux autorités américaines d'entrer dans quasiment tous les ordinateurs branchés sur Internet.

Accord avec les vendeurs d'antivirus (ça tombe bien, ils sont presque tous américains) afin qu'ils ne bloquent pas ces jolies backdoors.

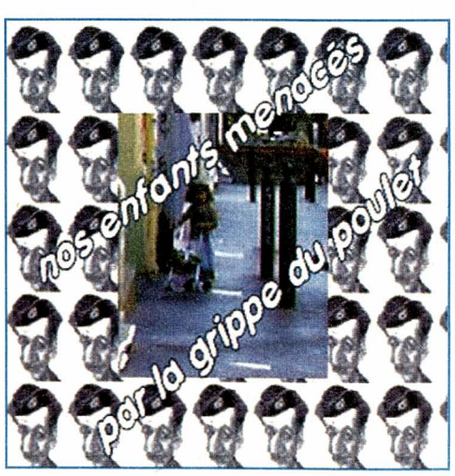
Lecture constante du web par exactement les mêmes outils que ceux de Google et consorts.

Pressions constantes pour que le plus possible d'États du monde adoptent les passeports biométriques, dont les données sont stockées sur les ordinateurs nationaux, qui, pour être nationaux, n'en sont pas moins des ordinateurs et donc accessibles, un jour ou l'autre, aux doigts ingénieux des *hackers* du gouvernement des États-Bénis. Connexion, volontaire ou non, rémunérée ou non, au plus grand nombre possible de fichiers clientèle – le Mossad, en surveillant les consommations d'eau et d'électricité des Palestiniens, en tire des conclusions parfois fort utiles sur la présence ou l'absence de gens qui l'intéressent. La Poste, la nôtre, l'employeur du facteur du coin, vend ses fichiers de changement d'adresse à qui veut les acheter; et quant aux fichiers bancaires déterminant votre solidité financière, c'est tout juste s'ils ne sont pas imprimés dans les journaux.

Tentative de création d'outils de lecture/analyse des blogs au moins dans les grandes langues de la planète (vaste travail!), etc.

Est-ce que ça marche? Au vu, des multiples erreurs commises par les États-Bénis (vols se voyant refuser l'accès sur le territoire parce qu'on confond le nom d'un bébé et celui d'un terroriste), pas encore. Mais on ne voit pas en revanche de raison technologique pour que ça ne marche pas bientôt. Alors, tous en chœur! « Dès que la technologie permet de faire une chose, on la fait. Sans réfléchir beaucoup aux conséquences. Souvent, même, on a très bien réfléchi aux conséquences. Si celles-ci ne plaisent pas à l'opinion, on se passera de l'opinion. »

Nestor Potkine



Grand prix « Ni dieu ni maître » 2006

11 novembre 2006, Gentioux (quelque part dans la Creuse)

Comme tous les ans à la même époque, quelques centaines de pacifistes, libertaires et autres libres-penseurs manifestent autour d'un drôle de monument aux morts (jamais reconnu par les différentes autorités en place depuis sa construction au lendemain de la Première Guerre mondiale) au fronton duquel trône simplement « Maudite soit la guerre ».

Difficile de faire plus clair !

11 novembre 2006. Au Villard. À quelques kilomètres de Gentioux. 14 heures.

Le traditionnel repas des « Partageux » accueille, cette année, le grand jury du grand prix « Ni dieu ni maître ».

Sur une estrade de fortune, ils sont tous là. Martiaux. Grandiloquents. L'adjudant-chef Scrogneugneu. Le général Augusto Pinocchio. Sœur Aurélie de l'ordre de Bakounine. Éléonore Papon de l'administration pénitentiaire. Le grand méchant procureur Charles-Louis Guillotin.

Au pied de l'estrade, penaud, pantelant, tremblotant, le criminel : Roland Hénault. L'auteur de cette infamie livresque[1] intitulée « NON, construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie », qui ne prône rien de moins que... l'abolition de la prison.

En une demi-heure le sort de cette vipère lubrique hitléro-trotskiste-anarcho-petite bourgeoise fut scellé. Une sentence sans appel. Condamné à voir son livre marqué au fer rouge de l'infamie du grand prix « Ni dieu ni maître » 2006. En prime, une paire de menottes.

Pour clore la cérémonie, un représentant du groupe Los Solidarios[2] annonça à l'honorable assemblée que les 3 000 euros du grand prix « Ni dieu ni maître » sont attribués, cette année, à la librairie libertaire L'Autodidacte de Besançon.

Ensuite, et jusque tard dans la nuit, ce ne seront que ripailles et chants pacifistes et révolutionnaires. Avec des « Vive la Commune, nom de Dieu ! » à en perdre haleine !

Jean-Marc Raynaud

Chaucre, le 26 janvier 2007

---

1. Éditions Libertaires, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190, Saint-Georges-d'Oléron, 12 euros, octobre 2006.

2. Le groupe Los Solidarios est un groupe non labellisé de libertaires ordinaires, c'est-à-dire de cœur. Ce groupe a pour seul et unique objectif de financer une fois (une seule) par an l'édition d'un livre jugé digne d'intérêt pour les libertaires et d'offrir, sans conditions ni arrière-pensées, les bénéfices (éventuels) de la vente des livres dont il finance l'édition à des œuvres libertaires. Pour tout contact : Groupe Los Solidarios, Les Ginestes, 81350 Crespin.

Radio libertaire

Jeudi 15 février

Chronique hebdo à 10 heures : Analyse libertaire de l'actualité. Par Jacques et Gérard.

Epsilonia à 22 heures : Musiques expérimentales et expérimentations sonores. Première partie : l'équipe rendra hommage à Benoît, fondateur de Textile records. Il vient de nous quitter à 32 ans, emporté par la maladie. Nous reviendrons sur le parcours de ce très estimé acteur des musiques d'avant-garde ; deuxième partie : des musiques classées X. De la sonate de Chopin pour coït anal d'Alberto Sorbelli aux opéras porno sociaux de Costes, les performances de Gerogerigegege et de bien d'autres, sans oublier les musiques de films X de John Duncan, John Zorn…

Vendredi 16 février

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité musique : Guillaume Loizillon. Le 5 janvier, les fous recevaient le musicien et musicologue Guillaume Loizillon, pour nous parler des débuts de la musique électronique.

Samedi 17 février

Émission spéciale à 0 h 30 : Léo 38 by night… Ça booste toute la nuit sur les ondes !

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… Les assassinats politiques en France. Les assassinats ciblés en Palestine et les droits humains. Avec René Gallissot, Solange Barberousse, Christiane Gillmann, Bernard Ravenel et Sylviane de Wangen.

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Dimanche 18 février

Folk à lier à 12 heures : Musiques traditionnelles. Présentation de Gérard Godon et Corinne Renaud, participants au bal folk de soutien à Radio libertaire.

Cris et murmures à 14 heures : Slam au Divan du Monde. Deuxième rendez-vous animé par Caroline Carl (enregistrement le samedi 27 janvier à partir de 20 heures). Deux invités spéciaux pour cette soirée : Nicolas Magat, ancien batteur de Passion Fodder, danseur, comédien, et slameur démesuré ; et Tô, comédien et batteur lui aussi, poète et marionnettiste qui s'est recentré sur la parole après des tournées qui ont sillonné l'Afrique et l'Europe.

Des mots, une voix à 15 h 30 : Des mots, des auteurs. L'émission recevra Robert Davreu pour sa traduction du grec d'*Erotokritos* de Vitzentzos Cornaros, et pour son livre de poésie *Moments perdus* (sorti chez José Corti), ainsi que l'écrivaine Isabelle Sojfer, pour ses nouvelles *À conserver au frais* (sorti chez Les petits matins). Au micro, Thierry Clair-Victor ; à la réalisation, Erwan Charton.

Le Mélange à 17 heures : L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 19 février

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ca urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs. Diffusion d'une interview de John-Paul Lepers, à l'occasion de la sortie de son film *Madâme* (suite).

Mardi 20 février

Idéaux et débats à 18 heures : Reality is just a point of view (P.K. Dick) Avec Élise Fontenaille, pour *Unica* (Stock) ; Jean Teulé, pour *Le magasin des suicides* (Julliard) ; Le groupe *Les Fatals Picards*, pour leur dernier album *Pamplemousse mécanique*.

Paroles d'associations à 19 h 30 : Magazine de la vie associative et culturelle. La prévention du Sida au collège, avec Act-up et Patrick Schindler.

Mercredi 21 février

Les destinées de l'Histoire à 08 heures : Chroniques historiques. Invitée : Véronique Olivares-Salou, pour *Vieux compagnons dont la jeunesse est à la douane* (Tirésias) et *Les républicains espagnols au camp de Mauthausen. Le devoir de mémoire* (Tirésias). En compagnie de Serge Utgé-Royo, qui en a écrit la postface, et Michel Reynaud, des éditions Tirésias, qui en à écrit la préface.

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues. Jimmy Dawkins, grincheux du blues ?

Sans toit ni loi à 12 heures : Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège à 14 heures : Littérature & Cinéma. L'invité littéraire : Wojciech Kuczock (Pologne), pour son recueil de nouvelles *Horizon fantôme* (aux éditions de l'Olivier), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures : À l'heure du goûter. Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric… lève ton doigt en l'air, Libertaire !

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers. Nous recevons Maxime, ex-prisonnier, sorti de prison le 21 février 2005, après 31 ans d'incarcération.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Rendez-vous tous les vendredis de 18 heures à 20 heures en grand nombre devant le magasin Virgin (filiale du groupe Lagardère), 5, boulevard Montmartre, métro Grands-Boulevards, pour exiger à grand bruit la réintégration d'Amandine licenciée illégalement le 19 décembre 2006 pour cause d'activité syndicale !

Jeudi 15 février

Merlieux (02)

Rencontre avec un écrivain de polar que nous apprécions beaucoup, Patrick Pécherot, auteur de *Belleville-Barcelone* (2003), *Boulevard des Branques* (2005), de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax : 03 23 80 17 09.

Périgueux (24)

Débat autour de la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais, à la salle Jean-Grasset, NTP avec le groupe Emma-Goldman.

Auray (56)

Le groupe libertaire de Lorient-Vannes (Fédération anarchiste) organise, à 20 h 30, la projection vidéo de *Land and Freedom* de Ken Loach (césar du meilleur film étranger 1996) à la salle L & M. du Penher, 16, rue Du Penher. Entrée libre. Le film sera suivi d'un débat : quel enseignement tirer des expériences autogestionnaires et de la solidarité internationale ? Alors qu'aujourd'hui c'est toute l'Espagne qui s'interroge sur les années sombres qui ont suivi la défaite républicaine, peut-on aussi questionner le rôle des gouvernements des démocraties voisines ? Etc.

Bourdeilles (24)

Débat autour de la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais, à lasalle des fêtes avec le soutien du Tri-Cycle Enchanté.

Amiens

Dans le cadre de la création du groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste, nous proposons aux libertaires de l'agglomération deux rendez-vous, les vendredi 16 et 23 février à partir de 18 h 30, au café Le Lucullus, rue de la République, afin de pouvoir échanger, discuter et commencer à parler des éventuels projets à mener ensemble.

Saint-Claude (39)

Vidéo-débat : *Ni vieux ni traîtres*, film de Pierre Carles pour la libération des prisonniers d'Action directe, au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20 h 30. groupelucio@no-log.org. juralibertaire.over-blog.com.

Paris 20e

Présentation de la campagne pour la libération des prisonniers d'Action directe, infos, table de presse. Concert hip-hop avec Scherzo, 3K2N et Eme2k Maska à 19 heures, au « 96 », 96, boulevard de Charonne. Métro : Avron. Caisse de soutien prix libre.

Samedi 17 février

Bordeaux

Rencontre-débat autour du livre *Grain de sable sous le capot : Résistance & contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)* en présence de Michel Pialoux et Marcel Durand, à 16 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Besançon (25)

Apéro poésie avec M. Pottard, autour de son dernier livre, à partir de 18 heures à la Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Dimanche 18 février

Paris 11e

Soirée de solidarité avec les inculpés d'actions contre les anti-IVG, avec Grrzzz (électro-punk) et Viande Pétrole (dark punk). À partir de 17 heures, au CICP, 21 ter, rue Voltaire. 5 euros.

Lundi 19 février

Marseille 1er

« Action directe 20 ans de prison » à l'occasion de ce triste anniversaire et pour la libération des militants deux soirées projections-débats au Daki Ling, 45, rue d'Aubagne. À 20 h 30 projection du film « le marathonien de l'espoir » suivi à 22 h 30 débat avec Charlie Bauer et Heliette Besse.

Mardi 20 février

Marseille 1er

projection à 20 h 30 de /Ni vieux ni traitres/ de Pierre Carles suivi à 22 heures d'un débat avec Pierre Carles (sous réserve) et les principaux protagonistes du film. Table de presse. Libre participation (solidarité). Au Daki Ling, 45, rue d'Aubagne.

Besançon (25)

Apéro-concert avec le groupe Jamra qui vient présenter et signer son dernier album, à partir de 21 heures, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris 11e

Projection-débat de /Madegee, après coups/ en présence de la réalisatrice et avec l'intervention possible d'une représentante d'association d'aide aux femmes victimes de violences conjugales à La Passerelle, 3, rue Saint-Hubert. Métro Rue Saint-Maur (Ligne 3). Tél. : 01 43 57 04 82

Vendredi 23 février

Bordeaux

Rencontre avec des paysans d'Atenco (Mexique), à 21 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Amiens

Dans le cadre de la création du groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste, nous proposons aux libertaires de l'agglomération deux rendez-vous, les vendredi 16 et 23 février à partir de 18 h 30, au café Le Lucullus, rue de la République, afin de pouvoir échanger, discuter et commencer à parler des éventuels projets à mener ensemble.

PUBLICITÉS, MÉDIAS, LE PATRONAT VOUS PARLE 24 HEURES SUR 24